



Commune de Vaux



# DÉCLARATION DE PROJET & MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE VAUX EN VUE DE LA RÉALISATION D'UN PARC PHOTOVOLTAÏQUE



## NOTICE DE PRÉSENTATION

**Version du 13 mars 2024**

L'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme en vue de permettre la création d'un secteur Npv pour l'installation d'un parc photovoltaïque a été approuvé par une délibération du Conseil municipal de Vaux en date du 22 juin 2023.

# SOMMAIRE

<b>Sommaire</b>	<b>P.2</b>
<b>Préambule</b>	<b>P.3</b>
<b>1. Rappel des textes et déroulement de la procédure</b>	<b>P.4</b>
1.1 Textes de référence relatifs aux procédures de déclaration de projet et de mise en compatibilité du PLU	P.4
1.2 Textes de référence relatifs à l'enquête publique	P.10
<b>2. Contexte et caractéristiques du projet</b>	<b>P.13</b>
2.1 Rappel du contexte communal et communautaire	P.13
2.2 Synthèse de l'état initial de l'environnement	P.13
2.3 Présentation générale du projet	P.23
2.4 Le parti d'aménagement	P.24
2.5 La justification de l'intérêt général du projet	P.26
<b>3. Mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme</b>	<b>P.27</b>
3.1 Historique de l'évolution du document d'urbanisme	P.27
3.2 Objet de la mise en compatibilité n° 1 du PLU de Vaux	P.27
3.3 Justification du passage en zone naturelle et de la création d'un secteur « Npv »	P.27
3.4 Évolutions apportées au document d'urbanisme dans le cadre de la mise en compatibilité	P.29
<b>4. Évaluation environnementale : incidences du projet sur le réseau Natura 2000</b>	<b>P.38</b>

## Annexes :

- Délibération du Conseil municipal de Vaux du 22 juin 2023.
- Prédiagnostic environnemental : inventaires faune-flore et étude de délimitation des zones humides, THEMA Environnement, décembre 2023.
- Rapport de conception du projet d'installation photovoltaïque envisagé à Vaux et plan d'implantation, SOLEK, mars 2024.

## PRÉAMBULE

La Commune de Vaux se situe dans le département de l'Allier, en région Auvergne-Rhône-Alpes. Elle compte 1 188 habitants (INSEE 2021) et connaît une augmentation progressive de sa population (+103 habitants en 6 ans sur la période 2014-2020).

Le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR) - Pays de la Vallée de Montluçon et du Cher regroupe quatre Communautés de Communes et la Communauté d'Agglomération de Montluçon dont la Communauté de Communes Val de Cher à laquelle est intégrée la Commune de Vaux.

La Commune de Vaux, ayant la compétence en matière de son Plan Local d'Urbanisme, souhaite **permettre l'installation d'un parc photovoltaïque sur son territoire**. Ce projet vise à promouvoir et favoriser le développement des énergies renouvelables dans la Commune en accord avec les objectifs nationaux fixés dans la Loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables.

Le projet envisagé est porté par la société SOLEK, spécialiste des énergies renouvelables et durables.

L'implantation de ce projet est prévue sur le lieu-dit « Enchaume » situé au Sud-Ouest du bourg de Vaux. Le terrain identifié pour la réalisation du projet représente une superficie de 6,4 hectares, il est classé au PLU en tant que zone A à vocation agricole. **Pour permettre la réalisation du projet, la zone A doit faire l'objet d'un passage en zone N via la création d'un sous-secteur Npv**, c'est-à-dire un secteur naturel pouvant accueillir un projet photovoltaïque. Ces changements sont subordonnés à une évolution des documents du PLU.

**Pour cela, la Commune de Vaux a décidé de se prononcer par une déclaration de projet sur l'intérêt général de ce projet et de procéder, ainsi, à la mise en compatibilité du document d'urbanisme communal.**

La procédure de déclaration de projet permet en effet de faire évoluer le PLU pour permettre la réalisation d'un projet d'intérêt général. Elle est admise par l'article R.153-15 du Code de l'urbanisme, qui prévoit que la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme est possible ***lorsqu'une « commune, ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme a décidé, en application de l'article L.300-6, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction. »***

Compétente en matière de plan local d'urbanisme, la Commune de Vaux pilote la procédure de déclaration de projet, dont l'engagement a été validé par délibération du Conseil municipal le 22 juin 2023.

**La présente notice a pour objet de présenter :**

- > **Le projet de réalisation d'un parc photovoltaïque à Vaux et d'en exposer le caractère d'intérêt général ;**
- > **Les modalités de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la Commune de Vaux, nécessaire à la réalisation dudit projet.**

# 1- RAPPEL DES TEXTES ET DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE

## 1.1 Textes de référence relatifs aux procédures de déclaration de projet et de mise en compatibilité du PLU

### A) Mise en compatibilité du document d'urbanisme avec une opération d'intérêt général

La procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme par voie de déclaration de projet est régie par les dispositions des articles L.300-1, L.300-6, L.153-54 à L.153-59, R.153-13, R. 153-15 du Code de l'urbanisme.

Les projets d'implantation d'une installation de production d'énergies renouvelables sont régis par l'article L.211-2 Code de l'énergie et les articles L.111-29 et L.111-31 du Code de l'urbanisme. Ces dispositions sont rappelées ci-après.

**Article L.300-1 C.urb.** : Les actions ou opérations d'aménagement ont pour objets de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser la mutation, le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le recyclage foncier ou le renouvellement urbain, de sauvegarder, de restaurer ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels, de renaturer ou de désartificialiser des sols, notamment en recherchant l'optimisation de l'utilisation des espaces urbanisés et à urbaniser.

L'aménagement, au sens du présent livre, désigne l'ensemble des actes des collectivités locales ou des établissements publics de coopération intercommunale qui visent, dans le cadre de leurs compétences, d'une part, à conduire ou à autoriser des actions ou des opérations définies dans l'alinéa précédent et, d'autre part, à assurer l'harmonisation de ces actions ou de ces opérations.

**Article L.300-6 C.urb.** : L'État et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens du présent livre ou de la réalisation d'un programme de construction ou **de l'implantation d'une installation de production d'énergies renouvelables, au sens de l'article L. 211-2 du code de l'énergie**, ou de stockage d'électricité, d'une installation de production d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone, au sens de l'article L. 811-1 du même code, y compris leurs ouvrages de raccordement, ou d'un ouvrage du réseau public de transport ou de distribution d'électricité.

Les articles L.143-44 à L.143-50 et L.153-54 à L.153-59 sont applicables sauf si la déclaration de projet adoptée par l'État, un de ses établissements publics, un département ou une région a pour effet de porter atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durables du schéma de cohérence territoriale et, en l'absence de schéma de cohérence territoriale, du plan local d'urbanisme.

Lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'État, elle peut procéder aux adaptations nécessaires du schéma directeur de la région d'Ile-de-France, d'un schéma d'aménagement régional des collectivités de l'article 73 de la Constitution, du plan d'aménagement et de développement durables de Corse schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, d'une charte de parc naturel régional ou de parc national, du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, de la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, du schéma régional de cohérence écologique ou du plan climat-air-énergie territorial. Ces adaptations sont effectuées dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables au contenu de ces règlements ou de ces servitudes.

Les adaptations proposées sont présentées dans le cadre des procédures prévues par les articles L.143-44 à L.143-50 et L.153-54 à L.153-59, auxquelles les autorités ou services compétents pour élaborer les documents mentionnés à l'alinéa précédent sont invités à participer.

Lorsque les adaptations proposées portent sur le schéma directeur de la région d'Ile-de-France, un schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, un schéma d'aménagement régional des collectivités de l'article 73 de la Constitution ou le plan d'aménagement et de développement durables de Corse, elles sont soumises pour avis, avant l'enquête publique, à l'assemblée délibérante de la collectivité concernée. Leur avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de trois mois. Cet avis est joint au dossier soumis à enquête publique. En cas d'avis défavorable, la déclaration de projet ne peut être prise que par décret en Conseil d'État.

Une déclaration de projet peut être prise par décision conjointe d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales et de l'État.

Lorsque l'action, l'opération d'aménagement ou le programme de construction est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, les dispositions nécessaires pour mettre en compatibilité les documents d'urbanisme ou pour adapter les règlements et servitudes mentionnés au deuxième alinéa font l'objet d'une évaluation environnementale, au sens

de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Un décret en Conseil d'État détermine les conditions d'application du présent article.

**Article L.153-54 C.urb.** : Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, d'une procédure intégrée en application de l'article L.300-6-1 ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :

**1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan** qui en est la conséquence ;

**2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint** de l'État, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9.

Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint.

**Article L.153-55 C.urb.** : **Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée** conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

**1° Par l'autorité administrative compétente de l'État :**

a) Lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise ;

**b) Lorsqu'une déclaration de projet est adoptée par l'État ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;**

c) Lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L.300-6-1 est engagée par l'État ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;

**2° Par le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire dans les autres cas.**

Lorsque le projet de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

**Article L.153-56 C.urb.** : Lorsque la mise en compatibilité est requise pour permettre la déclaration d'utilité publique d'un projet, ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L.300-6-1 est engagée, le plan local d'urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et la décision procédant à la mise en compatibilité.

**Article L.153-57 C.urb.** : **À l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune :**

**1° Émet un avis** lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'État ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L.300-6-1 est engagée par l'État. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois ;

**2° Décide la mise en compatibilité du plan dans les autres cas.**

**Article L.153-58 C.urb.** : La proposition de mise en compatibilité du plan éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête est approuvée :

**1° Par la déclaration d'utilité publique, lorsque celle-ci est requise ;**

**2° Par la déclaration de projet lorsqu'elle est adoptée par l'État ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;**

**3° Par arrêté préfectoral** lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L.300-6-1 est engagée par l'État ;

**4° Par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou du conseil municipal dans les autres cas.** À défaut de délibération dans un délai de deux mois à compter de la réception par l'établissement public ou la commune de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la mise en compatibilité est approuvée par arrêté préfectoral.

**Article L.153-59 C.urb.** : L'acte de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, mettant en compatibilité le plan local d'urbanisme devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L.153-25 et L.153-26.

Dans les autres cas, la décision de mise en compatibilité devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage.

Lorsqu'une déclaration de projet nécessite à la fois une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et du schéma de cohérence territoriale, la mise en compatibilité du plan devient exécutoire à la date d'entrée en vigueur de la mise en compatibilité du schéma.



**Article L.211-2 Code de l'énergie :** l'énergie produite à partir de sources renouvelables, ou " énergie renouvelable ", est une énergie produite à partir de sources non fossiles renouvelables, à savoir l'énergie éolienne, **l'énergie solaire thermique ou photovoltaïque**, l'énergie géothermique, l'énergie ambiante, l'énergie marémotrice, houlomotrice ou osmotique et les autres énergies marines, l'énergie hydroélectrique, la biomasse, les gaz de décharge, les gaz des stations d'épuration d'eaux usées et le biogaz.

L'énergie ambiante est l'énergie thermique naturellement présente et l'énergie accumulée dans un environnement fermé, qui peut être emmagasinée dans l'air ambiant, hors air extrait, dans les eaux de surface ou dans les eaux usées.

La biomasse est la fraction biodégradable des produits, des déchets et des résidus d'origine biologique provenant de l'agriculture, y compris les substances végétales et animales, de la sylviculture et des industries connexes, y compris la pêche et l'aquaculture, ainsi que la fraction biodégradable des déchets, notamment les déchets industriels ainsi que les déchets ménagers et assimilés lorsqu'ils sont d'origine biologique.

**L. 111-29 C.urb. :** Pour l'application des articles L. 111-4, L. 151-11 et L. 161-4, la compatibilité avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière des ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire s'apprécie à l'échelle de l'ensemble des terrains d'un seul tenant, faisant partie de la même exploitation agricole, pastorale ou forestière, au regard des activités agricoles, pastorales ou forestières qui y sont effectivement exercées ou, en l'absence d'activité effective, qui auraient vocation à s'y développer. Aucun ouvrage de production d'électricité à partir de l'énergie solaire, hors installations agrivoltaïques au sens de l'article L. 314-36 du code de l'énergie, ne peut être implanté en dehors des surfaces identifiées dans un document-cadre arrêté en application du deuxième alinéa du présent article.

Un arrêté préfectoral, pris après consultation de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, des organisations professionnelles intéressées et des collectivités territoriales concernées, établit un document-cadre sur proposition de la chambre départementale d'agriculture pour le département concerné. Ce document-cadre définit notamment les surfaces agricoles et forestières ouvertes à un projet d'installation mentionnée au présent article et à l'article L. 111-30 ainsi que les conditions d'implantation dans ces surfaces. Ces surfaces sont définies en veillant à préserver la souveraineté alimentaire. Le délai entre la proposition du document-cadre et la publication de l'arrêté mentionnés à la première phrase du présent alinéa ne peut excéder six mois. Dans les départements pour lesquels un tel arrêté est en vigueur, l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévu à l'article L. 111-31 est un avis simple. Seuls peuvent être identifiés au sein de ces surfaces des sols réputés incultes ou non exploités depuis une durée minimale, antérieure à la publication de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, définie par le décret en Conseil d'Etat mentionné au dernier alinéa du présent article. Les sols ainsi identifiés sont intégrés en tout ou partie dans les zones d'accélération prévues à l'article L. 141-5-3 du code de l'énergie selon les modalités prévues au même article L. 141-5-3.

**Article L.111-31 C.urb. :** Les ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire mentionnés aux articles L. 111-27 à L. 111-29 implantés sur les sols des espaces naturels, agricoles et forestiers sont autorisés sur avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, à l'exception des ouvrages mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 111-29 du présent code, qui font l'objet d'un avis simple. Cet avis vaut pour toutes les procédures administratives nécessaires aux projets d'installations agrivoltaïques au sens de l'article L. 314-36 du code de l'énergie. Avant de rendre son avis, la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime auditionne le pétitionnaire.

**Article R.153-13 C.urb. :** Lorsqu'il y a lieu de procéder à l'examen conjoint des dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme prévue par les articles L.153-49 et L.153-54, **cet examen conjoint a lieu avant l'ouverture de l'enquête publique**, à l'initiative de l'autorité chargée de la procédure.

Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint est joint au dossier de l'enquête publique.

**Article R.153-15 C.urb. :** Les dispositions du présent article sont applicables à la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec un plan local d'urbanisme et ne requiert pas une déclaration d'utilité publique :

1° Soit lorsque cette opération est réalisée par la commune ou par l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme et nécessite une déclaration de projet en application de l'article L.126-1 du code de l'environnement ;

**2° Soit lorsque la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme a décidé, en application de l'article L.300-6, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction.**

Le président de l'organe délibérant de l'établissement public ou le maire mène la procédure de mise en compatibilité.

L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal adopte la déclaration de projet.

La déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme.

## B) Évaluation environnementale

La procédure d'évaluation environnementale relative à la mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme est régie par les articles L.104-1 et suivants et R.104-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Selon ces dispositions, le projet de mise en compatibilité du PLU par voie de déclaration de projet est soumis à un examen au cas par cas réalisé par l'Autorité Environnementale dans les conditions définies aux articles R.104-28 à R.104-32 du Code de l'urbanisme.

L'ensemble des dispositions applicables à la présente procédure sont rappelées ci-après.

**Article L.104-1 C.urb.** : Font l'objet d'une évaluation environnementale, dans les conditions prévues par la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, ainsi que ses annexes et par le présent chapitre :

- 1° Les directives territoriales d'aménagement et de développement durables ;
- 2° Le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;
- 3° Les schémas de cohérence territoriale ;
- 3° bis **Les plans locaux d'urbanisme** ;
- 4° Les prescriptions particulières de massif prévues à l'article L.122-26 ;
- 5° Les schémas d'aménagement régionaux des régions d'outre-mer prévus à l'article L.4433-7 du code général des collectivités territoriales ;
- 6° Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L.4424-9 du code général des collectivités territoriales.

**Article L.104-2 C.urb.** : Font également l'objet de l'évaluation environnementale prévue à l'article L.104-1 les documents suivants qui déterminent l'usage de petites zones au niveau local :

- 1° (Abrogé) ;
- 2° Les cartes communales qui sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au sens de l'annexe II à la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, au regard, notamment, de la superficie du territoire auquel elles s'appliquent, de la nature, de la sensibilité et de l'étendue des territoires couverts par les secteurs qu'elles déterminent ;
- 3° Les schémas d'aménagement prévus à l'article L.121-28 ;
- 4° La création et l'extension d'unités touristiques nouvelles locales soumises à autorisation en application du second alinéa de l'article L.122-21 qui sont susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement au sens de l'annexe II à la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Un décret en Conseil d'État fixe les critères en fonction desquels les cartes communales et les unités touristiques nouvelles locales font l'objet d'une évaluation environnementale.

**Article R.104-1 C.urb.** : Font l'objet d'une évaluation environnementale, dans les cas et conditions prévus par le présent chapitre, les documents d'urbanisme énumérés à l'article L.104-1 ainsi que ceux figurant dans la présente section en application de l'article L.104-2.

**Article R.104-13 C.urb.** : Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion de leur mise en compatibilité :

- 1° Lorsque celle-ci permet la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ;
- 2° Lorsque celle-ci emporte les mêmes effets qu'une révision, au sens de l'article L.153-31, et que cette révision concerne l'un des cas mentionnés au I de l'article R.104-11 ;
- 3° Dans le cadre d'une procédure intégrée prévue à l'article L.300-6-1, lorsqu'en application des conditions définies au V de cet article l'étude d'impact du projet n'a pas inclus l'analyse de l'incidence des dispositions concernées sur l'environnement.

**Article R.104-14 C.urb.** : Lorsque la mise en compatibilité n'entre pas dans le champ d'application de l'article R.104-13, les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion de leur mise en compatibilité, s'il est établi qu'elle est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement :

- 1° **Après un examen au cas par cas réalisé dans les conditions définies aux articles R.104-28 à R.104-32, lorsque le plan local d'urbanisme est mis en compatibilité** en application du second alinéa de l'article L.153-51, dans le cadre d'une déclaration

d'utilité publique en application de l'article L.153-54, ou dans le cadre d'une déclaration de projet en application des articles R.153-16 et R.153-17 ;

2° Après un examen au cas par cas réalisé dans les conditions définies aux articles R.104-33 à R.104-37, dans les autres cas.

**Article R.104-18 C.urb.** : Les documents d'urbanisme mentionnés à la section 1 qui ne comportent pas de rapport de présentation en application d'autres dispositions sont accompagnés d'un rapport environnemental comprenant :

1° Une présentation résumée des objectifs du document, de son contenu et, s'il y a lieu, de son articulation avec les autres documents d'urbanisme et les autres plans et programmes mentionnés à l'article L.122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

2° Une analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution en exposant notamment les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du document ;

3° Une analyse exposant :

a) Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement, notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages et les interactions entre ces facteurs ;

b) Les problèmes posés par l'adoption du document sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L.414-4 du code de l'environnement ;

4° L'exposé des motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du document ;

5° La présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;

6° La définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

**Article R.104-19 C.urb.** : Le rapport de présentation, ou le rapport environnemental mentionné à l'article R.104-18, est proportionné à l'importance du document d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

Il peut se référer aux renseignements relatifs à l'environnement figurant dans d'autres études, plans ou documents.

L'autorité environnementale définie à l'article R.104-21 est consultée, en tant que de besoin, sur le degré de précision des informations que doit contenir le rapport.

Lorsque l'autorité environnementale est la mission régionale d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable :

1° La demande est adressée au service régional de l'environnement (appui à la mission régionale d'autorité environnementale) qui prépare et met en forme toutes les informations nécessaires pour que la mission régionale puisse rendre son avis ;

2° L'avis est transmis pour information au préfet de région lorsque le périmètre du document d'urbanisme est régional ou aux préfets des départements concernés dans les autres cas.

**Article R.104-20 C.urb.** : En cas de modification, de mise en compatibilité ou de révision du document, le rapport de présentation, ou le rapport environnemental mentionné à l'article R.104-18, est complété, le cas échéant, par l'exposé des motifs des changements apportés.

**Article R.104-21 C.urb.** : L'autorité environnementale est :

1° La formation d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable pour les directives territoriales d'aménagement prévues à l'article L.172-1, directives territoriales d'aménagement et de développement durables, le schéma directeur de la région d'Ile-de-France, les schémas d'aménagement régionaux, les prescriptions particulières de massif et les schémas d'aménagement des plages, ainsi que les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme, les cartes communales et les unités touristiques nouvelles soumises à autorisation en application du second alinéa des articles L.122-20 et L.122-21 lorsque leur périmètre excède les limites territoriales d'une région ;

2° **La mission régionale d'autorité environnementale** de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable pour le plan d'aménagement et de développement durable de la Corse, les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme, les cartes communales et les unités touristiques nouvelles soumises à autorisation en application du second alinéa des articles L.122-20 et L.122-21.

Le ministre chargé de l'environnement peut, par décision motivée au regard de la complexité et des enjeux environnementaux du dossier, confier à la formation d'autorité environnementale de l'inspection générale de



l'environnement et du développement durable la charge de se prononcer en lieu et place de la mission régionale d'autorité environnementale territorialement compétente.

Dans ce cas, la mission régionale d'autorité environnementale transmet, sans délai, le dossier à la formation d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable. Les délais prévus aux articles R.104-25 et R.104-31 courent à compter de la date de réception du dossier par la formation d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable. Celle-ci notifie à la personne publique responsable ce nouveau délai.

**Article R.104-22 C.urb.** : L'autorité environnementale prévue à l'article R.104-21 est également compétente pour les procédures d'évolution affectant les documents mentionnés au même article.

Toutefois, lorsqu'une déclaration de projet adoptée par l'État procède, dans le cadre de la mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme ou d'un schéma de cohérence territoriale, aux adaptations nécessaires d'un règlement ou d'une servitude mentionnés au deuxième alinéa de l'article L.300-6, l'autorité environnementale est celle qui est consultée sur l'évaluation environnementale de ce règlement ou de cette servitude.

**Article R.104-28 C.urb.** : L'autorité environnementale mentionnée à l'article R.104-21 décide de soumettre ou non à une évaluation environnementale les procédures relevant de l'examen au cas par cas en application des articles R.104-3 à R.104-5, du 1° des articles R.104-10 et R.104-14 et de l'article R.172-1. Elle prend sa décision au regard :

1° Des informations fournies par la personne publique responsable mentionnées à l'article R.104-29 ;

2° Des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Lorsque l'autorité environnementale est la mission régionale d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable, le service régional chargé de l'environnement (appui à la mission régionale d'autorité environnementale) instruit le dossier et transmet son avis à la mission régionale qui prend alors sa décision.

**Article R.104-29 C.urb.** : La personne publique responsable transmet à la formation d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ou, lorsque la mission régionale d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable est compétente, au service régional chargé de l'environnement (appui à la mission régionale d'autorité environnementale), un dossier comprenant :

1° Une description des caractéristiques principales du document ;

2° Une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du document ;

3° Une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du document.

Ce dossier est transmis à un stade précoce et avant la réunion d'examen conjoint prévue aux articles L.123-22, L.123-23, L.143-44 et L.153-54 du présent code ainsi qu'aux articles L.4424-15-1, L.4433-10-6 et L.4433-10-7 du code général des collectivités territoriales ou avant la soumission pour avis aux personnes publiques associées.

**Article R.104-30 C.urb.** : Dès réception de ce dossier, la formation d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ou, lorsque la mission régionale d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable est compétente, le service régional chargé de l'environnement (appui à la mission régionale d'autorité environnementale), en accuse réception, en indiquant la date à laquelle est susceptible de naître la décision implicite mentionnée à l'article R.104-32 et consulte sans délai les autorités mentionnées à l'article R.104-24. Le service régional chargé de l'environnement (appui à la mission régionale d'autorité environnementale) informe sans délai la mission régionale d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable des demandes qui lui sont présentées.

La consultation des autorités mentionnées à l'article R.104-24 est réputée réalisée en l'absence de réponse de l'autorité consultée dans un délai d'un mois à compter de sa saisine par la formation d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ou, lorsque la mission régionale d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable est compétente, le service régional chargé de l'environnement (appui à la mission régionale d'autorité environnementale). En cas d'urgence, le délai peut être réduit par la formation d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ou, lorsque la mission régionale d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable est compétente, par le service régional chargé de l'environnement (appui à la mission régionale d'autorité environnementale), sans pouvoir être inférieur à dix jours ouvrés.

**Article R.104-31 C.urb.** : L'autorité environnementale dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception du dossier mentionné à l'article R.104-29 pour notifier à la personne publique responsable, la décision de soumettre ou non à une évaluation environnementale la procédure d'évolution du document.

Cette décision est motivée.

**L'absence de décision au terme de ce délai vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.**

**Article R.104-32 C.urb.** : La décision de l'autorité environnementale ou la mention de son caractère tacite est mise en ligne. Elle est jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition.

Lorsque la mission régionale d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable est compétente, le service régional chargé de l'environnement (appui à la mission régionale d'autorité environnementale) effectue pour son compte la mise en ligne sur internet.

## **1.2 Textes de référence relatifs à l'enquête publique**

### **A) Mention des textes régissant l'enquête publique**

L'enquête publique est organisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement (articles L.123-1 à L.123-19, et R.123-1 à R.123-46 du Code de l'environnement).

### **B) Manière dont s'insère l'enquête publique dans la procédure administrative**

Par délibération du 22 juin 2023, le Conseil municipal a autorisé le Maire à engager la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la Commune de Vaux, afin de permettre la réalisation d'un parc photovoltaïque.

**Conformément aux dispositions de l'article R.153-15 du Code de l'urbanisme, le Conseil municipal de Vaux approuvera la mise en compatibilité du PLU dans un délai de deux mois suivant la réception de l'avis du Commissaire-enquêteur.**

Les différentes étapes de la procédure de déclaration de projet et de mise en compatibilité du PLU de Vaux sont détaillées ci-dessous :

- 1°) Examen conjoint du projet par les personnes publiques associées. Il est dressé à cette occasion un Procès-Verbal de la réunion d'examen conjoint, joint au dossier d'enquête publique.
- 2°) Enquête publique, organisée conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et du Code de l'environnement, portant à la fois sur l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Vaux.
- 3°) Déclaration de projet, par délibération du Conseil municipal de Vaux, prononçant l'intérêt général du projet d'aménagement.
- 4°) Délibération du Conseil municipal de Vaux, approuvant la mise en compatibilité du PLU.

### **C) Déroulement de l'enquête publique**

**Conformément aux dispositions de l'article L.123-3 du Code de l'environnement, l'enquête publique est organisée par le maire de la commune de Vaux.**

Le commissaire-enquêteur titulaire ainsi que son suppléant sont désignés par le Président du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand. L'arrêté d'organisation de l'enquête publique est pris conformément à l'article R.123-9 du Code de l'environnement, et précise notamment :

- L'objet de l'enquête ;
- La date d'ouverture et sa durée ;
- Les mesures de publicité préalables, conformément à la réglementation ;
- Le siège de l'enquête ;
- Les lieux, jours et heures où le public peut consulter le dossier et formuler ses observations sur le registre ouvert à cet effet ;
- Les lieux, jours et heures de permanence du commissaire-enquêteur.

Un avis d'enquête est publié dans la presse quinze jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de cette dernière. Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, cet avis est publié par voie d'affichage.

La durée de l'enquête est fixée par l'arrêté d'organisation de l'enquête publique, et ne peut être inférieure à trente jours. Elle se tient dans les locaux prévus à cet effet, désignés par l'arrêté d'organisation de l'enquête publique.

Le public pourra prendre connaissance du dossier d'enquête directement sur les lieux prévus à cet effet. Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, demander une copie du dossier d'enquête publique.

Le commissaire-enquêteur reçoit durant l'enquête publique, les observations écrites ou orales du public. Par ailleurs, il est habilité à recevoir toute personne ou représentant d'associations qui en ferait la demande. Le public pourra également adresser ses observations par correspondance adressée au commissaire-enquêteur, au siège de l'enquête.

Le commissaire-enquêteur peut faire compléter le dossier, en se faisant communiquer tout document qu'il estime nécessaire.

Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme. Il comprend au moins :

**Article R.123-8 C.env. :**

1° Lorsqu'ils sont requis : a) L'étude d'impact et son résumé non technique, ou l'étude d'impact actualisée dans les conditions prévues par le III de l'article L.122-1-1, ou le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique ; b) Le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité mentionnée au IV de l'article L.122-1 ou à l'article L.122-4 ou, en l'absence d'une telle décision, la mention qu'une décision implicite a été prise, accompagnée pour les projets du formulaire mentionné au II de l'article R.122-3-1 ; c) L'avis de l'autorité environnementale mentionné au III de l'article L.122-1, le cas échéant, au III de l'article L.122-1-1, à l'article L.122-7 du présent code ou à l'article L.104-6 du code de l'urbanisme, ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage à l'avis de l'autorité environnementale ;

2° En l'absence d'évaluation environnementale le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas ne soumettant pas le projet, plan ou programme à évaluation environnementale et, lorsqu'elle est requise, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L.181-8 et son résumé non technique, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;

3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;

4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme ;

5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L.121-8 à L.121-15, de la concertation préalable définie à l'article L.121-16 ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Il comprend également l'acte prévu à l'article L.121-13 ainsi que, le cas échéant, le rapport final prévu à l'article L.121-16-2. Lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ;

6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le ou les maîtres d'ouvrage ont connaissance ;

7° Le cas échéant, la mention que le projet fait l'objet d'une évaluation transfrontalière de ses incidences sur l'environnement en application de l'article R.122-10 ou des consultations avec un Etat frontalier membre de l'Union européenne ou partie à la Convention du 25 février 1991 signée à Espoo prévues à l'article R.515-85.

L'autorité administrative compétente disjoint du dossier soumis à l'enquête et aux consultations prévues ci-après les informations dont la divulgation est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L.124-4 et au II de l'article L.124-5.

**D) Décision pouvant être adoptée au terme de l'enquête publique**

À l'issue de l'enquête, le registre est clos par le commissaire-enquêteur. Ce-dernier rencontre ensuite, sous huitaine, le responsable du projet afin de lui communiquer les observations émises durant l'enquête. Le responsable du projet dispose de quinze jours pour faire part de ses observations éventuelles.

Le commissaire-enquêteur établit, dans un délai de trente jours suivant la fin de l'enquête, son rapport et ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves, ou défavorables au projet.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur sont mis à la disposition du public et librement consultables par le public, pendant un an à compter de la clôture de cette enquête.

Toute personne pourra obtenir communication, à sa demande et à ses frais, du rapport et des conclusions en s'adressant à la mairie de Vaux dans les conditions prévues par le Code de l'environnement et la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 relative à l'accès aux documents administratifs.

**À l'issue de l'enquête publique, le Conseil municipal pourra confirmer, par délibération, l'intérêt général de l'opération. La mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier et du résultat de l'enquête, est approuvée par la Commune (délibération du Conseil municipal).**

E) Autres autorisations nécessaires pour la réalisation du projet

Les autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet sont les suivantes :

Autorisation prévue au I de l'article L.214-3 du Code de l'environnement (Loi sur l'eau)	À déterminer *
Autorisation prévue à l'article L.341-10 du Code de l'environnement (sites classés)	Non
Dérogation prévue à l'article L.411-2 du Code de l'environnement (dérogation espèce protégée)	À déterminer *
Autorisation prévue à l'article L.512-1 du Code de l'environnement (ICPE)	Non
Étude préalable prévue à l'article L.112-1-3 du Code rural et de la pêche maritime (compensation agricole collective)	Non <i>Le projet est situé sur une zone agricole qui n'a pas été affectée à une activité agricole au sens de l'article L.311-1 dans les cinq années précédant la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation.</i>

*\* Le cas échéant, la procédure régie par les dispositions de l'article L.214-3 du Code de l'environnement (Loi sur l'eau) sera mise en œuvre ultérieurement, au stade de l'élaboration et de l'instruction de l'autorisation d'urbanisme.*

## 2- CONTEXTE ET CARACTÉRISTIQUES DU PROJET

### 2.1 Rappel du contexte communal et communautaire

Source : diagnostic, rapport de présentation, SCoT PETR-Pays de la Vallée de Montluçon et du Cher

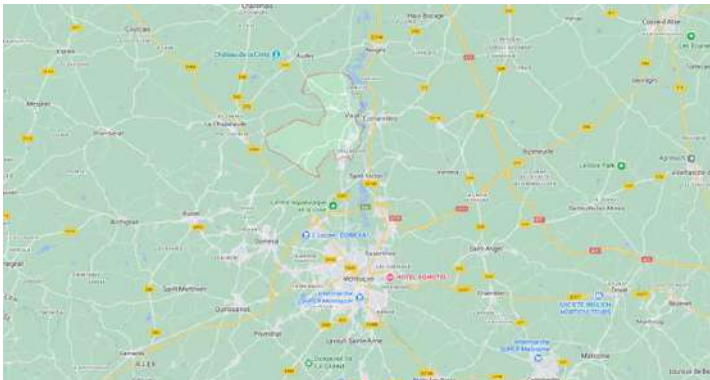
La démonstration de l'intérêt général du projet doit faire appel à des éléments de contexte qui conditionnent les motivations de ce projet. Parmi ces éléments contextuels, ceux qui se rapportent notamment aux dynamiques socio-économiques du territoire communal et régional peuvent utilement être rappelés au regard de la nature du projet concerné.

#### A) Éléments de contexte démographique

Vaux est une commune localisée dans le département de l'Allier, dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. Elle est située en rive gauche du Cher, à 12 km au Nord de Montluçon et au Nord du Massif central, dans la région naturelle du Bocage Bourdonnais.

Elle fait partie de la Communauté de Communes du Val de Cher qui comprend sept communes et s'étend sur 192 km<sup>2</sup>. La CC du Val de Cher fait partie du PETR-Pays de la Vallée de Montluçon et du Cher qui comprend quatre Communautés de Communes et une Communauté d'Agglomération.

Localisation de la Commune de Vaux :



<https://www.google.com/maps>

Délimitation du territoire communal de Vaux :



Vaux est une Commune rurale qui compte 1 188 habitants (recensement INSEE, population légale 2021) et qui connaît une augmentation progressive de sa population (+103 habitants en 6 ans sur la période 2014-2020).

### 2.2 Synthèse de l'état initial de l'environnement

#### A) Localisation du site

Le site du projet envisagé se trouve sur le lieu-dit « Enchaume » situé au Sud-Ouest du centre-bourg de Vaux.



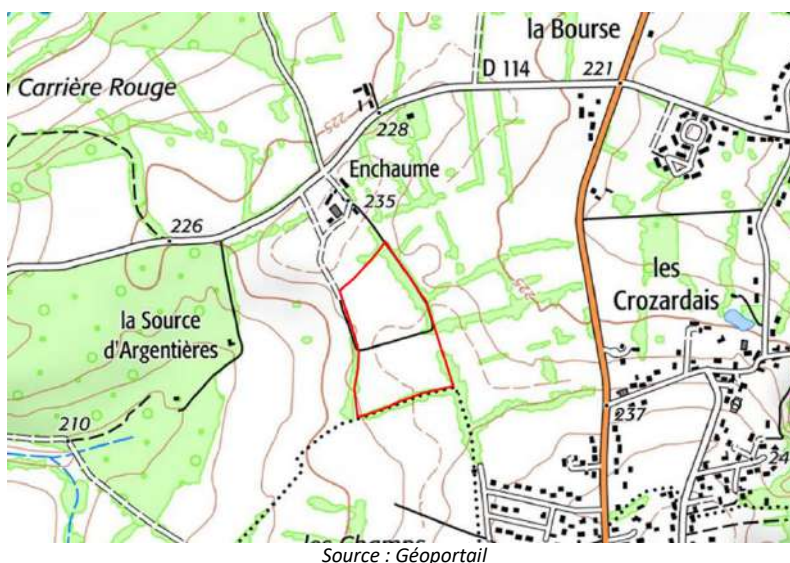
Source : Géoportail



## B) Caractéristiques physiques principales du site

### Topographie

Le site du projet se situe sur un terrain relativement plat, qui présente toutefois une pente vers le Nord, en remontant vers les bâtiments de la ferme.



Source : Géoportail

### Risques naturels

Source : Géorisques

Le site identifié est exposé à quatre risques naturels identifiés :

- Le risque inondation ;
- Le risques de séisme ;
- Le risque de retrait gonflement des argiles ;
- Le risque radon.

Ces enjeux seront à prendre en compte dans le cadre de la conception du projet.

- Le risque inondation :

La Commune est concernée par un « risque existant » d'inondation. Néanmoins, aucune information précise n'est disponible concernant le site du projet.

- Le risque de séisme :

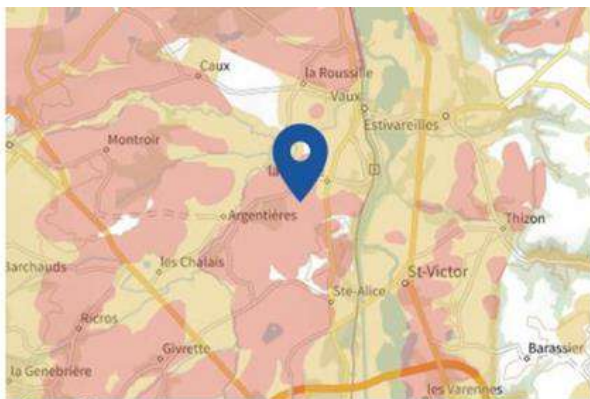
Le risque de séisme est identifié comme « risque existant – faible » sur le périmètre du site d'étude.

- Le risque de retrait gonflement des argiles :

Le risque de retrait gonflement des argiles est identifié comme « risque existant – important » sur le site. Ce risque devra être pris en compte dans la conception technique du projet.

- Le risque radon :

Le risque radon est identifié comme « risque existant-important » sur le site. Ce risque devra être pris en compte dans la conception technique du projet.



Légende :



Carte des risques de retrait gonflement des argiles



Légende :



Carte des risques de radon

### Risques technologiques :

La Commune de Vaux est soumise à trois risques technologies :

- Le risque de pollution des sols ;
- Le risque de rupture de barrage ;
- Les installations classées.

- Le risque de pollution des sols :

La Commune est identifiée comme ayant un « risque existant » de pollution des sols. Cependant, le manque d'informations ne permet pas d'établir si le risque concerne le site du projet. Etant donné le caractère du site en tant qu'ancienne décharge constituée de remblais, il s'agira d'établir les risques sur la parcelle.

- Le risque de rupture de barrage :

La Commune est identifiée comme ayant un « risque existant » de rupture de barrage.

- Les installations classées :

La Commune de Vaux compte deux établissements classés :

- Cast'al Aluminium Bourbonnais est une installation classée soumise à un régime d'autorisation.
- LOFI Charles est une installation classée soumise à un régime d'enregistrement.

Ces installations se situent à une distance importante du site et, de ce fait, n'impactent pas le site d'étude.

C) Sensibilité environnementale du site

Source des données, illustrations et cartographies : *Prédiagnostic environnemental, THEMA Environnement, 2023.*

Zonages de protection écologique et Sites Natura 2000

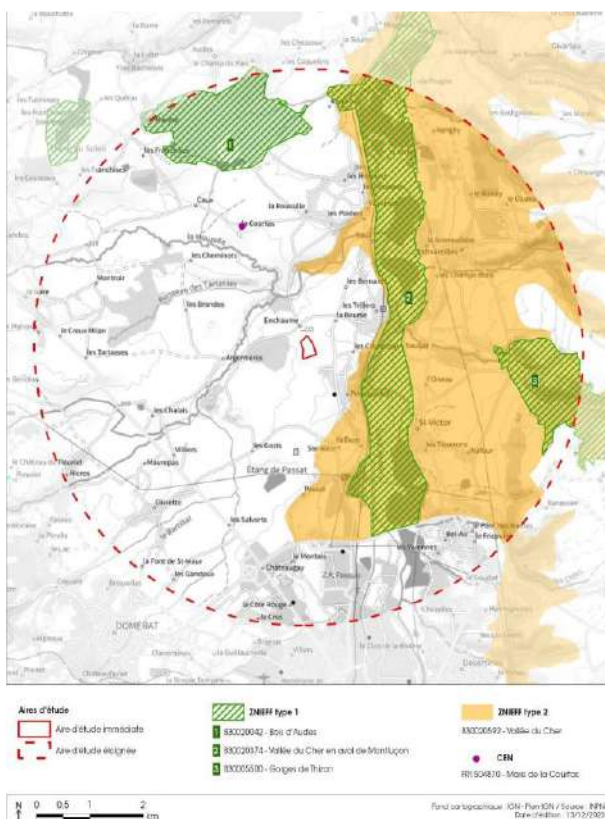
L'aire d'étude n'intercepte aucun zonage réglementaire ou d'inventaire. Néanmoins, plusieurs Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) ainsi qu'un site relevant du Centre d'Espaces Naturels (CEN) se situent dans l'aire d'étude élargie :

- La ZNIEFF n° 830020042 de type I « Bois d'Audes », à environ 3,3 km au Nord ;
- La ZNIEFF n° 830020374 de type I « Vallée du Cher en aval de Montluçon », à environ 1,1 km à l'Est ;
- La ZNIEFF n° 830005500 de type I « Gorges de Thizon », à environ 4 km à l'Est ;
- La ZNIEFF n° 830020592 de type II « Vallée du Cher », à environ 1 km à l'Est ;
- Le CEN n° FR1504870 « Mare de la Courtas », à environ 2,2 km au Nord-Ouest.

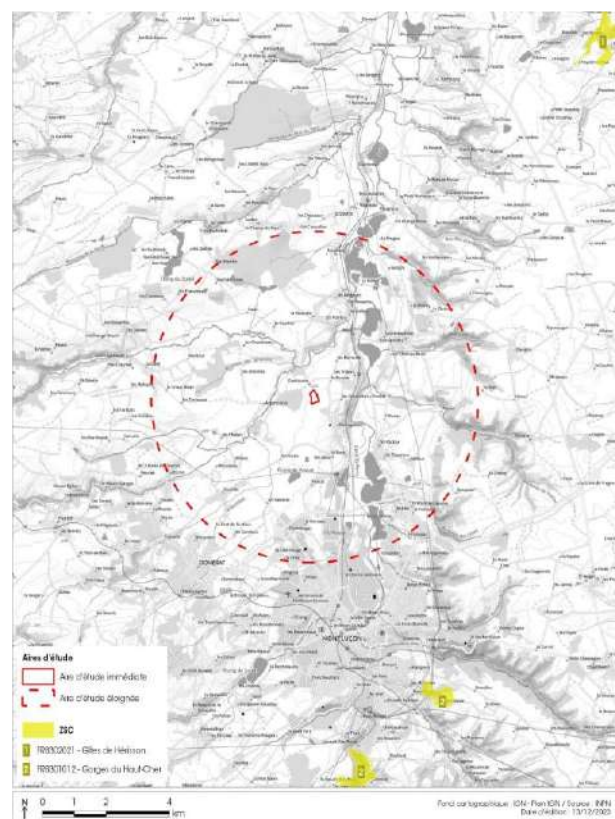
Positionné en haut de plateau, le site de projet ne montre a priori pas d'interaction directe avec les éléments supports de la biodiversité mis en évidence par ces zonages.

De même, **le secteur du projet n'est pas concerné par des sites relevant du réseau Natura 2000** : les sites les plus proches sont à plus de 10 km de l'aire d'étude immédiate : il s'agit des Zones Spéciales de Conservation n° FR8302021 « Gîtes du Hérisson » et n° FR8301012 « Gorges du Haut Cher ».

Compte tenu de l'éloignement à ces sites Natura 2000, le secteur du projet ne montre a priori pas d'interaction directe avec les éléments supports de la biodiversité mis en évidence par ces zonages.



Localisation des ZNIEFF et des CEN



Localisation des sites Natura 2000

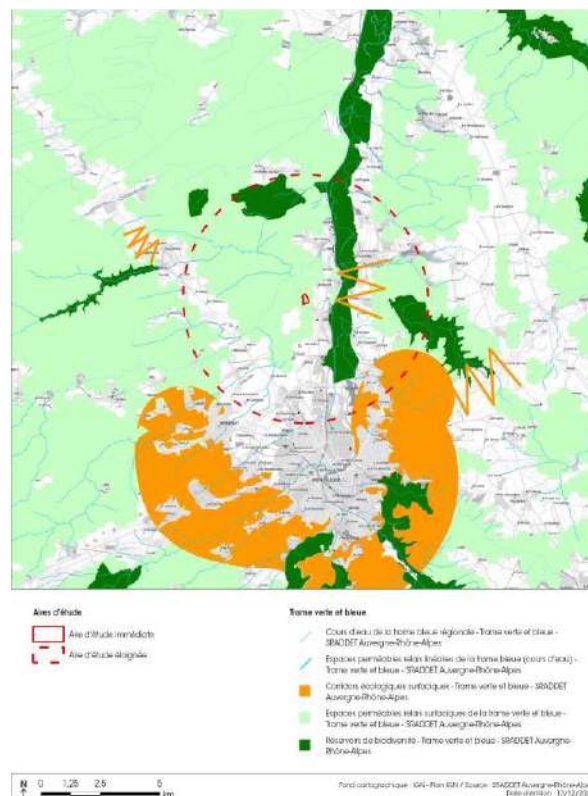


### Trame Verte et Bleue et Continuités Écologiques

La Trame Verte et Bleue (TVB) est définie au niveau régional par le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), qui a été adopté le 19 décembre 2019 par l'Assemblée Plénière et entré en vigueur en avril 2020.

L'emprise du projet s'inscrit dans un secteur désigné comme « des espaces perméables relais surfaciques de la trame verte et bleue » du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes. Les milieux ouverts et semi-ouverts de type prairies et réseau bocager offrent des zones de déplacements privilégiés de la faune et de la flore au niveau local et au-delà.

Ainsi, au regard des dispositions du SRADDET, le site du projet s'inscrit au sein d'espaces désignés comme zones relais du réseau écologique.



Cartographie de la TVB - SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes

### Milieux et Habitats

Quatre espèces végétales patrimoniales ont été recensées sur le territoire de la Commune de Vaux par l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) et par le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien. Il s'agit des espèces suivantes : l'Hydrocharide morsure-des-grenouilles, l'Isolépide flottante, la Pulicaire commune et la Vallisnérie spiralee.

Compte tenu de ces données, une attention particulière a été portée lors des investigations de terrain réalisées.

Le site du projet est caractérisé par une majorité de milieux ouverts (faciès prairiaux à vocation de pâturage, zones rudérales et griches herbacées), ainsi qu'un maillage de haies arbustives et arborées. Une dynamique de fermeture des milieux se distingue au moyen de la colonisation par les ligneux des franges du parcellaire ainsi que des milieux ouverts. Enfin, deux mares sont également situées au sein de l'emprise du projet ; elles étaient à sec au moment des investigations.

Les milieux identifiés au sein de l'aire d'étude présentent du point de vue patrimonial un enjeu très faible à faible (friches herbacées et prairies mésophiles, fourrés), à faible à modéré (arbres isolés, haies arbustives et arborées). Ainsi, de manière globale, **l'enjeu relatif aux milieux naturels et semi-naturels sur le site du projet est qualifié de très faible à modéré.**



THEMA Environnement

Par ailleurs, une analyse diachronique a été réalisée afin d'appréhender l'évolution des usages sur le site au fil des années, entre 1950 et 2022. Il a ainsi été constaté que depuis 1950, le site du projet avait subi de profondes évolutions.

La première, visible à partir du début des années 2000, concerne principalement la partie Sud du site sur laquelle il semble que l'élevage de porcs en plein air ait fortement influencé le couvert végétal, très peu présent. La seconde évolution, visible à compter de la fin des années 2000-début 2010, montre la poursuite de l'élevage de porcs sur la partie Sud du site, et ce qui s'apparente vraisemblablement à un remblaiement en partie Nord.

Les composantes végétales occupant aujourd'hui les milieux ouverts des deux principales parcelles du site témoignent de ces usages et évolutions passés.



### Flore

Les relevés floristiques réalisés au sein de l'aire d'étude ont mis en évidence un total de 89 espèces végétales. En l'état actuel des inventaires, les espèces relevées sur les différents milieux sont, en grande majorité, communes à très communes en France et dans la Région Auvergne-Rhône-Alpes, et ne présentent pas d'enjeu floristique notable. Toutes les espèces identifiées sont classées « LC - Préoccupation mineure ».

Aucune espèce végétale protégée n'a été identifiée sur le site.

En revanche, 5 espèces végétales exotiques envahissantes ont été détectées : ailante glanduleux, ambrosie à feuilles d'armoise, renouée du Japon, robinier faux-acacia et séneçon du Cap. Un objectif de non-dissémination est préconisé pour la mise en œuvre du projet.

### Faune

L'inventaire faunistique a mis en évidence l'ensemble des groupes terrestres : amphibiens, reptiles, oiseaux, mammifères, insectes.

- Invertébrés :

17 espèces ont ainsi été contactées, dont 3 orthoptères, 2 odonates et 9 lépidoptères, et une espèce protégée au niveau national et déterminante de ZNIEFF : le Grand Capricorne. Ce dernier exploite les arbres et bocages situés sur le site et aux alentours, pour la réalisation de son cycle biologique complet. Toutefois, l'enjeu de conservation est qualifié de faible.

Les autres espèces contactées sont considérées communes à très communes en France et dans la Région Auvergne-Rhône-Alpes, et impliquent un enjeu très faible. Il est relevé cependant la présence potentielle



d'espèces d'odonates déterminantes de ZNIEFF ou disposant d'un enjeu de conservation défavorable, tels que l'Agrión Mignon ou le Leste Fiancé, au sein des mares (sites de reproduction potentiels).

**Le niveau d'enjeu au titre des invertébrés est qualifié de très faible à faible sur le site du projet.**

- Amphibiens :

Aucune espèce d'amphibien n'a été contactée sur le site, compte tenu de la période d'investigation tardive et de l'absence de milieux aquatiques en eau. Cependant, il est probable que certaines espèces (rainette verte, grenouille agile, grenouille verte/rieuse, triton palmé) soient susceptibles d'exploiter les mares présentes au sein du périmètre en période de reproduction et d'hiverner au sein des milieux bocagers situés à proximité.

Le potentiel de reproduction de ces espèces sur le site est non négligeable en tant qu'enjeu potentiel.

**Le niveau d'enjeu au titre des amphibiens est qualifié de très faible à modéré.**

- Reptiles :

Une espèce de reptile, disposant d'un enjeu de conservation défavorable, a été contactée sur le site : le lézard des murailles.

**Le niveau d'enjeu au titre des reptiles est qualifié de très faible.**

- Oiseaux :

Les investigations réalisées ont permis d'identifier 27 espèces au niveau de l'aire d'étude rapprochée ; Parmi elles, 19 sont protégées à l'échelle nationale et 17 sont des espèces nicheuses possibles, probables ou certaines au sein du périmètre.

Les milieux semi-ouverts constituent des habitats de reproduction potentiels pour plusieurs espèces, dont deux espèces disposant d'un statut de conservation modéré (Chardonneret élégant et Linotte mélodieuse) et deux disposant d'un statut de conservation faible (Alouette lulu et Tarier pâle). Les milieux ouverts constituent quant à eux des habitats de reproduction potentiels pour une espèce bénéficiant d'un statut de conservation défavorable jugé faible (Alouette des champs).

Les enjeux se concentrent ainsi principalement au niveau des milieux ouverts (enjeu faible) et semi-ouverts (enjeu modéré).

**Le niveau d'enjeu au titre des oiseaux est qualifié de très faible à modéré.**

- Mammifères (hors chiroptères) :

4 espèces ont été contactées au niveau du site d'étude, dont une espèce disposant d'un enjeu de conservation défavorable en France : le Lapin de Garenne, susceptible d'exploiter les milieux semi-ouverts pour la reproduction et les milieux ouverts pour l'alimentation.

Par ailleurs, au regard des habitats présents, le Hérisson d'Europe est également susceptible d'exploiter le site pour son cycle biologique.

**Le niveau d'enjeu au titre des mammifères est qualifié de très faible à faible.**

### Zones humides

La Commune de Vaux est comprise dans le périmètre du SDAGE Loire-Bretagne. Ce dernier, dans son étude de pré-localisation des zones humides, identifie les zones humides potentielles sur son territoire.

La cartographie nationale des milieux humides, publiée en 2023, permet d'identifier des enveloppes de milieux humides probables et de zones humides probables, en les classant selon un gradient de probabilité réparti en cinq catégories : Non significative, faible, moyenne, forte et très forte.

Selon cette cartographie nationale, l'aire d'étude immédiate du projet présente de faibles sensibilités vis-à-vis de la présence de zones humides. Compte tenu du contexte géologique, de la position haute qu'occupe le site dans le paysage et l'éloignement au réseau hydrographique, les enveloppes de probabilité de présence de zones humides sont faibles, voire non significatives.



Prélocalisation des zones humides - INPN

Sur la base de ces informations, **un diagnostic zones humides a été réalisé sur le secteur de projet en octobre 2023**. Ces inventaires ont été réalisés sur la base des habitats et des espèces végétales présents sur le site (critère botanique), et des caractéristiques des sols en place (critère pédologique).

Sur le critère botanique, les investigations ont permis de mettre en évidence la présence de deux habitats caractéristiques des zones humides : les jonchaies et la saulaie accompagnant la mare située au Nord-Est du site. Cette dernière est le seul élément pouvant être caractérisé d'habitat humide au regard du critère « espèces », dans la mesure où ses berges et les surfaces exondées en fin de période estivale abritent une végétation hygrophile caractéristique de zones humides.

L'analyse des habitats et des relevés floristiques réalisés conduit ainsi à définir deux enveloppes de zones humides botaniques au sein de l'emprise du projet. Ces deux enveloppes représentent une surface cumulée de 1 153 m<sup>2</sup> et sont délimitées comme suit :



Délimitation des zones humides botaniques

Concernant le critère pédologique, celui-ci a été investigué à l'aide d'une tarière manuelle : 16 sondages ont ainsi été réalisés sur l'ensemble de l'emprise du projet (Cf. carte ci-dessous).

Les sondages réalisés ont mis en évidence des sols ne présentant aucune trace d'hydromorphie dans la partie superficielle du sol. Seul un sondage (S2) a mis en exergue deux horizons avec des traces d'hydromorphie marquée, sans pour autant être caractéristiques des sols de zone humide.

En conséquence, les investigations pédologiques n'ont pas identifié de sols caractéristiques de zones humides sur l'emprise du projet.

**L'analyse croisée des investigations botaniques et pédologiques réalisées permettent de conclure à la présence de deux zones humides au sein de l'emprise du projet, une en partie Nord-Ouest et une en partie centrale, représentant une surface cumulée totale de 1 153 m<sup>2</sup>.**



*Localisation des sondages pédologiques réalisés*



*Délimitation des zones humides réglementaires identifiées sur le site*

### **Synthèse des enjeux écologiques identifiés**

Aucun enjeu majeur n'a été mis en évidence au niveau de l'aire d'étude rapprochée. Les éléments justifiant les enjeux retenus, se basant sur les habitats et les espèces observées lors des investigations de terrain réalisées, sont repris en synthèse dans les tableaux ci-après.

**Toutefois, la présence de zones humides au sein du périmètre de projet et les enjeux modérés relevés en raison de la présence de haies, de friches herbacées et de fourrés, ont conduit le maître d'ouvrage à adapter son projet : le plan d'implantation du projet présenté en page 25 figure ainsi une démarche d'évitement des impacts sur l'environnement.**

Ces adaptations ont consisté à réduire la zone utile du projet, de 6,44 hectares initialement à 5,98 hectares, soit une réduction de 7% de la zone disponible dédiée à l'implantation du parc photovoltaïque.



Niveau d'enjeu	Habitats concernés	Eléments justificatifs
Modéré	Ronciers (EUNIS : F3.131 / CCB : 31.831)	Habitat naturel paucispécifique, représenté par quelques espèces végétales communes à très communes en région Auvergne-Rhône-Alpes. Cet habitat est exploité potentiellement par le cortège d'oiseaux des milieux semi-ouverts disposant d'un enjeu de conservation défavorable (Tartre pâtre, Alouette lulu, Chardonneret élégant et Linotte mélodieuse).
	Fourrés à Prunelliers (EUNIS : F3.14 / CCB : 31.81)	Habitats naturels représentés par des espèces arbustives communes à très communes en région Auvergne-Rhône-Alpes.
	Fourrés à Genêts (EUNIS : F3.14 / CCB : 31.84)	Ces habitats sont exploités potentiellement par le cortège d'oiseaux des milieux semi-ouverts disposant d'un enjeu de conservation défavorable (Tartre pâtre, Alouette lulu, Chardonneret élégant et Linotte mélodieuse).
	Fourrés à Ajoncs (EUNIS : F3.15 / CCB : 31.85)	De plus, ces habitats sont potentiellement exploités par le Lapin de Garenne.
	Haie arborée (EUNIS : FA.4 / CCB : 84.2)	Habitats naturels relativement diversifiés en termes de composition floristique, bien que communes à très communes en région Auvergne-Rhône-Alpes.
	Haie arbustive (EUNIS : FA.4 / CCB : 84.2)	Ces habitats sont exploités potentiellement par le cortège d'oiseaux des milieux semi-ouverts disposant d'un enjeu de conservation défavorable (Tartre pâtre, Alouette lulu, Chardonneret élégant et Linotte mélodieuse).
	Haie arbustive et ronciers (EUNIS : FA.4 x F3.131 / CCB : 84.2 x 31.831)	De plus, ces habitats (à l'exception des haies arbustives) sont exploités potentiellement par le Grand Capricorne, coléoptère saproxylophage protégé disposant d'un enjeu de conservation défavorable et le Lapin de Garenne.
	Friches herbacées et fourrés (EUNIS : I1.53 x F3.1 / CCB : 87.1 x 31.8)	Habitats naturels représentés par des espèces arbustives et herbacées communes à très communes en région Auvergne-Rhône-Alpes. Cet habitat est exploité potentiellement par le cortège d'oiseaux des milieux semi-ouverts disposant d'un enjeu de conservation défavorable (Tartre pâtre, Alouette lulu, Chardonneret élégant et Linotte mélodieuse).
Faible	Mare (EUNIS : C1.6 / CCB : 22.1)	Habitat dépourvu de végétation humide - mare au sud-ouest / ou abritant des végétations hygrophiles, communes à très communes en France et en région Auvergne-Rhône-Alpes. Cet habitat est exploité potentiellement par le cortège d'amphibiens cité en bibliographie dont la Rainette verte, disposant d'un enjeu de conservation défavorable et le cortège d'odonates cité en bibliographie présentant un enjeu de conservation défavorable.
	Arbre isolé - mort (EUNIS : FA / CCB : 84.2)	Habitat caractérisé par une essence végétale commune à très commune en France et en région Auvergne-Rhône-Alpes.
Très faible	Arbres isolés (EUNIS : FA / CCB : 84.2)	Cet habitat est exploité par le Grand Capricorne, coléoptère saproxylophage protégé disposant d'un enjeu de conservation défavorable.
	Massifs Renouée du Japon	Habitat caractérisé par une espèce végétale exotique envahissante. Cet habitat est exploité par une faune commune à très commune en France et en région Auvergne-Rhône-Alpes.

Niveau d'enjeu	Habitats concernés	Eléments justificatifs
	Remblais et végétation hygrophile (jonchaie) (EUNIS : - x D5.3 / CCB : - x 53.5)	Habitat humide dégradé à faible diversité spécifique, composé d'espèces végétales communes à très communes en France et en région Auvergne-Rhône-Alpes. Cet habitat est exploité par une faune commune à très commune en France et en région Auvergne-Rhône-Alpes.
	Jonchaies (EUNIS : D5.3 / CCB : 53.5)	Habitat humide à faible diversité spécifique, composé d'espèces végétales communes à très communes en France et en région Auvergne-Rhône-Alpes. Cet habitat est exploité par une faune commune à très commune en France et en région Auvergne-Rhône-Alpes.
	Prairie mésophile (EUNIS : E2.1 / CCB : 38.1)	Habitat herbacé composé d'espèces végétales communes à très communes en France et en région Auvergne-Rhône-Alpes. Cet habitat est exploité par une faune commune à très commune en France et en région Auvergne-Rhône-Alpes.
	Saulaie (EUNIS : F9.2 / CCB : 44.92)	Habitats naturels représentés par des espèces arbustives caractéristiques des milieux humides, toutefois communes à très communes en région Auvergne-Rhône-Alpes. Cet habitat est exploité par une faune commune à très commune en France et en région Auvergne-Rhône-Alpes.
	Chemin minéral (EUNIS : H5.61 / CCB : 86.2)	Habitat minéralisé ne comportant que peu de végétation. Cet habitat est exploité par une faune commune à très commune en France et en région Auvergne-Rhône-Alpes, principalement en transit et/ou alimentation.
	Friches herbacées (EUNIS : I1.53 / CCB : 87.1)	Cet habitat est exploité par une faune commune à très commune en France et en région Auvergne-Rhône-Alpes.
	Friches herbacées à tendance prairiale (EUNIS : I1.53 x E2.1 / CCB : 87.1 x 38.2)	
	Friches herbacées et fourrés (EUNIS : I1.53 x F3.1 / CCB : 87.1 x 31.8)	
	Construction - anciens abris (EUNIS : J1 / CCB : 86)	Habitat anthropique dépourvu de végétation. Cet habitat est exploité par une faune commune à très commune en France et en région Auvergne-Rhône-Alpes, principalement en transit.

Carte de synthèse des enjeux  
écologiques sur le site du projet :



2.3 **Présentation générale du projet**

A) Données de cadrage

Le projet consiste en la réalisation d’un parc photovoltaïque sur une surface d’environ 6,44 ha. La puissance nominale de l’installation photovoltaïque projetée est de 6930.0 kWac et la puissance de crête est de 7862.4 kWdc, soit un rapport DC/AC de 1.13.

La parcelle concernée par le projet est une parcelle classée en zone agricole c’est-à-dire qu’elle est protégée en raison de sa valeur agricole.

Le projet s’inscrit dans la volonté de développer les énergies renouvelables en accord avec les objectifs nationaux notamment l’objectif de neutralité carbone d’ici 2050 issues de la Stratégie Nationale Bas-Carbone de 2018 et l’accélération de la production d’énergies renouvelables prévue par la loi du 10 mars 2023.

B) Description

Données techniques

Les principaux équipements utilisés pour convertir l’énergie solaire en électricité sont :

- Les modules photovoltaïques, qui convertissent le rayonnement solaire en courant continu.
- La structure de montage fixe, qui supporte les modules photovoltaïques.
- Les boîtes de jonction, qui consolident les chaines de modules photovoltaïques avant d’atteindre l’onduleur.
- Onduleurs centraux, qui convertissent le courant continu du champ solaire en courant alternatif.
- Les transformateurs de puissance, qui élèvent le niveau de tension de basse à moyenne tension.
- Les stations de conversion, qui contiennent l’équipement nécessaire pour convertir le courant continu en courant alternatif.

Le module photovoltaïque sélectionné est le modèle JKM630N-78HL4-BDV, fabriqué par Jinkosolar, disposant d’une puissance maximale de 630.0 W ; la technologie des cellules est Si-mono.

Les modules seront montés sur une structure fixe, qui déterminera leur orientation et leur inclinaison, ainsi que la séparation entre les rangées.

260 structures fixes seront installées ; chacune accueillera 48 modules et 2 boîtes de jonction.



Exemple de structure de montage fixe - SOLEK

Caractéristiques principales de la structure de montage fixe :

Caractéristiques de la structure fixe	
Type de structure	2V
Type de poteaux	Mono pole
Garde au sol minimale	0.5 m
Conçu pour	MONOFACIAL modules
Distance entre les modules dans la direction de l'axe	20.0 mm
Ecart entre les modules dans le sens du pas	0.0 mm

Boîtes de jonction

Les boîtes de jonction recueillent l’énergie générée par les panneaux en connectant les strings en parallèle à l’onduleur. Elles assurent également la protection électrique du champ photovoltaïque. Deux boîtes de jonction sont installées par structure fixe. Elles seront complétées par des déchargeurs DC de surtension et un commutateur DC situé dans la ligne de sortie.



Les boîtes de jonction sont installées à l'ombre et doivent être facilement accessibles pour faciliter les travaux de maintenance. En règle générale, elles sont placées derrière les modules photovoltaïques et, si possible, en utilisant les poteaux de la structure existante, de manière à rester ombragées et à éviter les dommages causés par les eaux pluviales ou d'autres phénomènes météorologiques.

### Locaux prévus

Un poste de transformation sera installé : il permettra de loger deux onduleurs, d'une puissance DC respective de 2631 kW et 2601 kW, et un transformateur.

Le poste de transformation (ou centrale électrique) prendra la forme d'un bâtiment intérieur ou d'un conteneur.

Par ailleurs, un local technique destiné à la maintenance, sera également installé.

Ces éléments seront disposés en entrée Nord-Ouest du site.



Exemple d'une centrale électrique Intérieur

### Aménagements extérieurs

Une route destinée à l'entretien et à la maintenance sera aménagée en périphérie de l'installation photovoltaïque, soit un linéaire de 406,18 mètres. La voie présentera une largeur de 4 mètres.

Des fossés destinés au drainage et à la canalisation de l'eau de la voirie seront aménagés sur un côté de la voie.

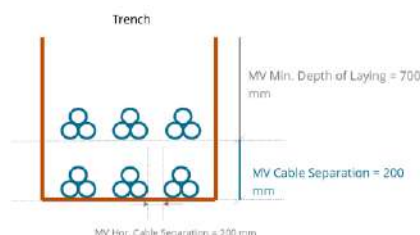
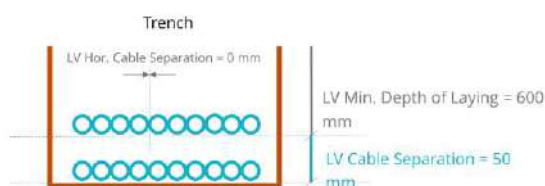
Un périmètre total de 1005,10 mètres de grillage sera édifié autour des installations. La clôture présentera une hauteur d'au moins 2 mètres de hauteur et une largeur de 3 mètres entre les poteaux. Tous les 50 mètres, un poteau d'éclairage de 4 mètres de hauteur est prévu et un système de barrière micro-ondes sera installé (système de détection sans contact).

De même, tous les 100 mètres, un poteau de caméra vidéo de 6 mètres de hauteur sera installé.

Enfin, des tranchées techniques seront réalisées pour accueillir les câbles basse-tension reliant les boîtes de jonction au poste de transformation.

Les câbles basse et moyenne tension reliant les boîtes de jonction au poste de transformation seront enfouis dans des tranchées qui présenteront des profondeurs de pose minimale de 600 mm (basse tension) et de 700 mm (moyenne tension).

Type de tranchée	Section transversale	Longueur	Volume
Tranchée basse tension	400.0 x 1000.0 mm	1634.35 m	653.74 m <sup>3</sup>
Tranchée basse tension	800.0 x 1000.0 mm	28.32 m	22.66 m <sup>3</sup>
Tranchée moyenne tension	800.0 x 1000.0 mm	365.22 m	292.18 m <sup>3</sup>
Tranchée moyenne tension	800.0 x 1500.0 mm	6.51 m	7.81 m <sup>3</sup>



Caractéristiques et coupes transversales simplifiées des tranchées

## 2.4 Le parti d'aménagement

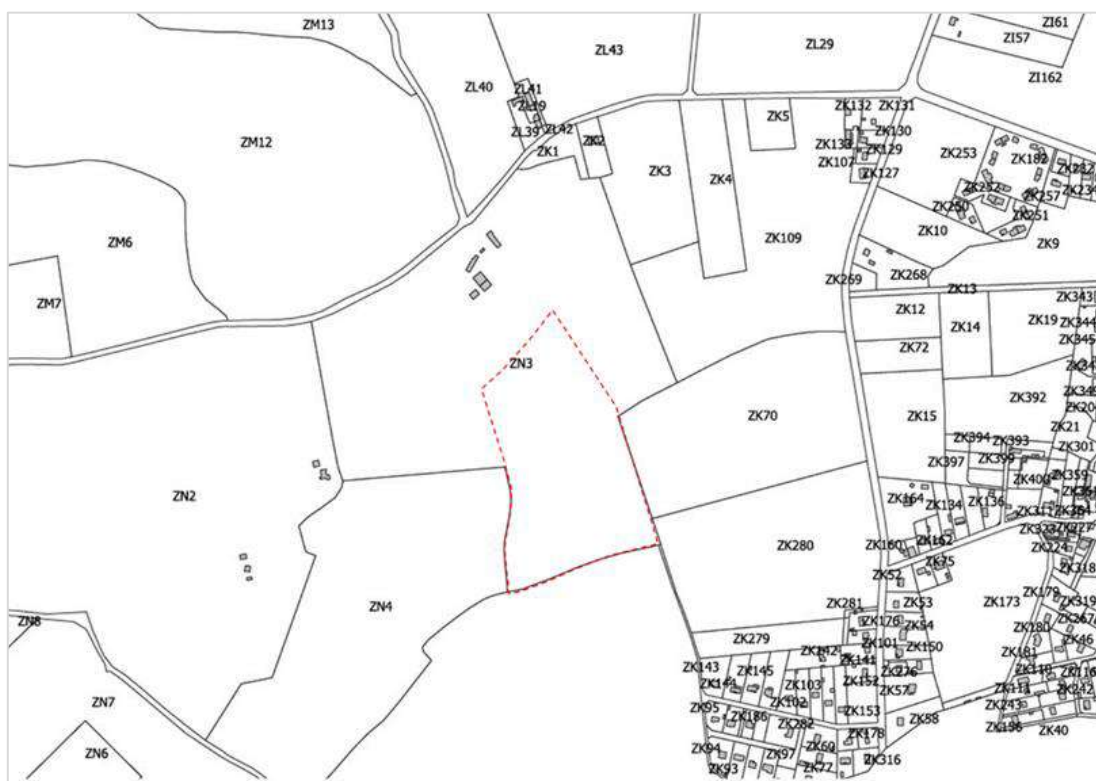
### A) Superficies utiles

Le périmètre de projet s'étend sur une surface de 6,5 hectares. La surface disponible, quant à elle, diminuée compte tenu de l'évitement des zones de sensibilité écologique identifiées (haies, fourrés, zones humides), représente une superficie de 5,98 hectares.

### B) Délimitation foncière

Le projet se situe partiellement sur la parcelle cadastrée ZN 003 située au Sud-Ouest du centre-bourg de Vaux, sur le lieu-dit « Enchaume ».

Cette parcelle appartient pour l'instant à un exploitant agricole. À ce jour, une promesse de bail a été conclue entre le propriétaire et l'opérateur SOLEK afin de permettre à ce dernier de disposer du terrain pour réaliser le projet.



C) Plan d’aménagement

Les plans ci-dessous illustre les principes d’implantation des panneaux photovoltaïques, tenant compte de l’évitement des zones de sensibilité écologique (haies, zones humides) :

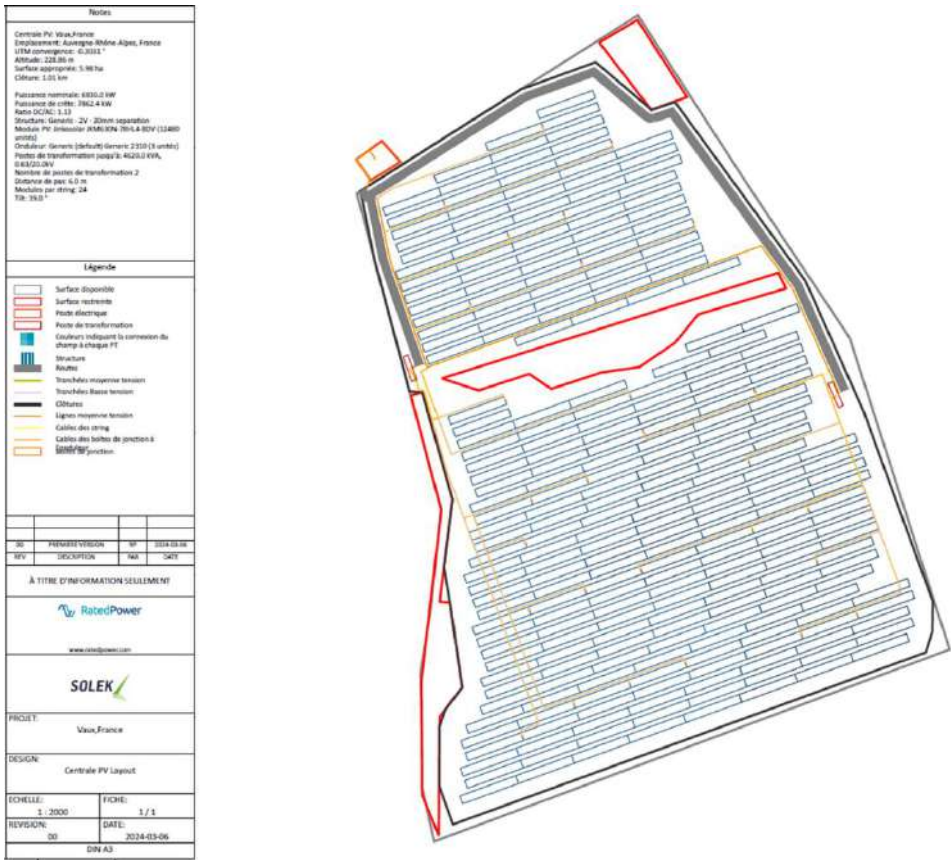


Schéma de principe d’implantation des panneaux photovoltaïques - SOLEK



Plan de calepinage général - SOLEK, mars 2024



## 2.5 La justification de l'intérêt général du projet

### A) Développer les énergies durables et renouvelables sur le territoire communal

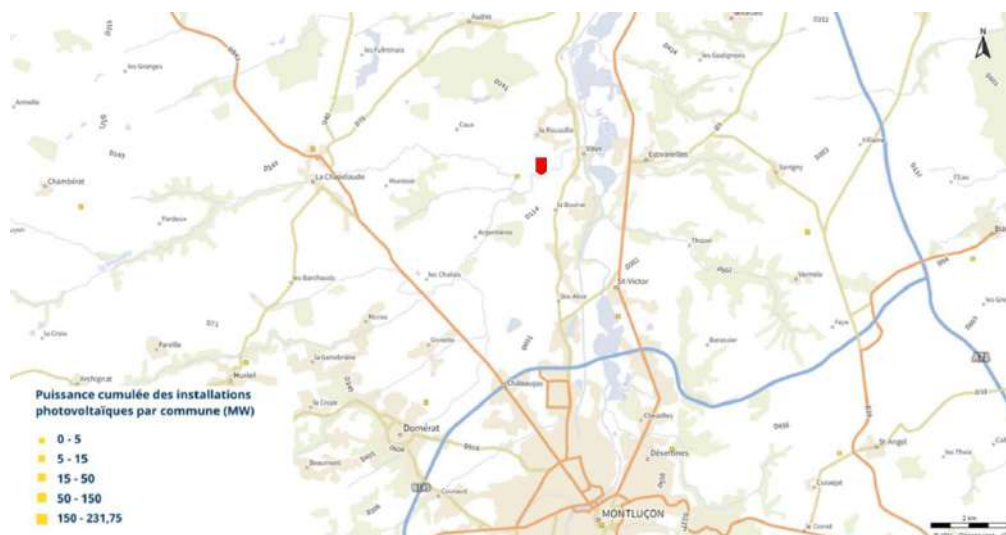
Les ambitions nationales de développement des énergies renouvelables inscrites dans la loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables visent à promouvoir la transition écologique et favoriser l'utilisation d'énergies durables et renouvelables afin de doubler la production d'énergies renouvelables en France d'ici 2030 (objectif de 40%).

Le projet d'implantation d'un parc photovoltaïque à Vaux s'inscrit dans cette démarche en accord avec les dispositions inscrites dans les objectifs à l'échelle du Schéma de Cohérence Territoriale du PETR Pays de la Vallée de Montluçon et du Cher qui visent à promouvoir le développement des énergies renouvelables sur le territoire.

Le rapport de présentation du SCoT établit dans le diagnostic du territoire la nécessité du recours aux énergies renouvelables. Il détermine que la Région Auvergne-Rhône-Alpes était déficitaire en matière d'énergie et ne produisait que 14,3 % de sa consommation énergétique en 2013. Cela se traduit par l'insuffisance de l'exploitation des énergies renouvelables.

À l'échelle du Pays, le potentiel énergétique se tourne en premier lieu vers le bois dû à l'importante présence de zones boisées puis l'hydro-électricité en raison d'un réseau extrêmement dense et enfin vers l'éolien étant donné le climat continental provoquant des vents forts.

Dans l'AXE I ENVIRONNEMENT du PADD du SCoT, on retrouve l'objectif 10 relatif au développement des énergies renouvelables qui est traduit dans des prescriptions et recommandations fixées par le Document d'Orientation et d'Objectifs. **Le DOO intègre dans ses prescriptions le développement du photovoltaïque comme source d'énergie à valoriser.**



Carte Portail Cartographique EnR : Puissance cumulée des installations photovoltaïques par Commune

À l'échelle locale, Vaux se situe dans une zone où les installations photovoltaïques sont peu développées. En effet, on peut constater qu'aux environs de la Commune, la puissance issue de la filière du photovoltaïque par commune représente une faible part (comprise entre 0-5 KW).

**Eu égard aux ambitions à l'échelle nationale et du SCoT, le projet d'implantation d'un parc photovoltaïque sur la Commune de Vaux répond aux ambitions de développement des énergies renouvelables de manière complémentaire à l'offre énergétique proposée sur le territoire.**

### B) Création d'emplois induite par le projet

Une installation photovoltaïque ne nécessite pas une présence humaine permanente. Néanmoins, le projet générera la création de deux emplois : 1 poste au titre de l'exploitation et de la supervision, et 1 poste au titre de la maintenance.

## 3- MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME

La réalisation du projet d'installation d'un parc photovoltaïque sur le territoire de la Commune de Vaux nécessite la mise en compatibilité du PLU de cette dernière.

### 3.1 Historique de l'évolution du document d'urbanisme

- Approbation du Plan Local d'Urbanisme le 15 octobre 2003 ;
- Modification du PLU le 22 novembre 2006 ;
- Modification et révision du PLU le 26 janvier 2009 ;
- Modification et révision le 7 février 2012 ;
- Modification du 13 décembre 2012 ;
- Modification du 17 mai 2018 ;
- Modification du 29 août 2019 ;
- **Mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet prescrite le 22 juin 2023 par délibération du Conseil municipal de Vaux.**

### 3.2 Objet de la mise en compatibilité n° 1 du PLU de Vaux

La mise en compatibilité du PLU de Vaux a pour objet le passage en zone naturelle de la parcelle destinée à accueillir le projet actuellement classée en zone agricole et **la création d'un secteur « Npv » autorisant les installations photovoltaïques en zone naturelle**, dans le but de permettre la réalisation de ce projet d'intérêt général.

Pour cela, les modifications suivantes sont apportées au document d'urbanisme :

- Modification du zonage sur le périmètre concerné avec un passage d'une zone « A » à une zone « N »
- Création d'un secteur « Npv » favorable à l'implantation d'installations photovoltaïques.
- Modification du règlement écrit applicable à la zone N : introduction des règles applicables au nouveau sous-secteur « Npv ».
- Mise à jour du rapport de présentation (intégration des justifications de la possibilité d'implanter des installations photovoltaïques en zone naturelle, mise à jour du tableau des surfaces de zones).

### 3.3 Justification du passage en zone naturelle et de la création d'un secteur « Npv »

**Le passage de la zone A à la zone N sur le périmètre du projet objet de la présente mise en compatibilité se traduira par la création d'un secteur Npv pour permettre l'implantation du parc photovoltaïque sur la Commune de Vaux.**

La modification du zonage de la parcelle en zone naturelle s'inscrit dans l'objectif 10 du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du SCoT du PETR Pays de la Vallée de Montluçon et du Cher « mieux définir les conditions de développement des énergies renouvelables (éolien et photovoltaïque) et développer la biomasse et la méthanisation tout en respectant l'activité agricole, et en préservant l'intérêt touristique et paysager ». En effet, le Document d'Orientations et d'Objectifs précise dans ses dispositions que le développement raisonné des énergies renouvelables ne devra pas consommer de terres utilisables par l'agriculture.

Bien que située en zone agricole, **la parcelle ne fait plus l'objet d'une exploitation agricole déclarée à la PAC depuis 2018** et est essentiellement constituée de **remblais** ce qui lui octroie le **caractère de parcelle impropre à l'agriculture** compte tenu de son utilisation passée.

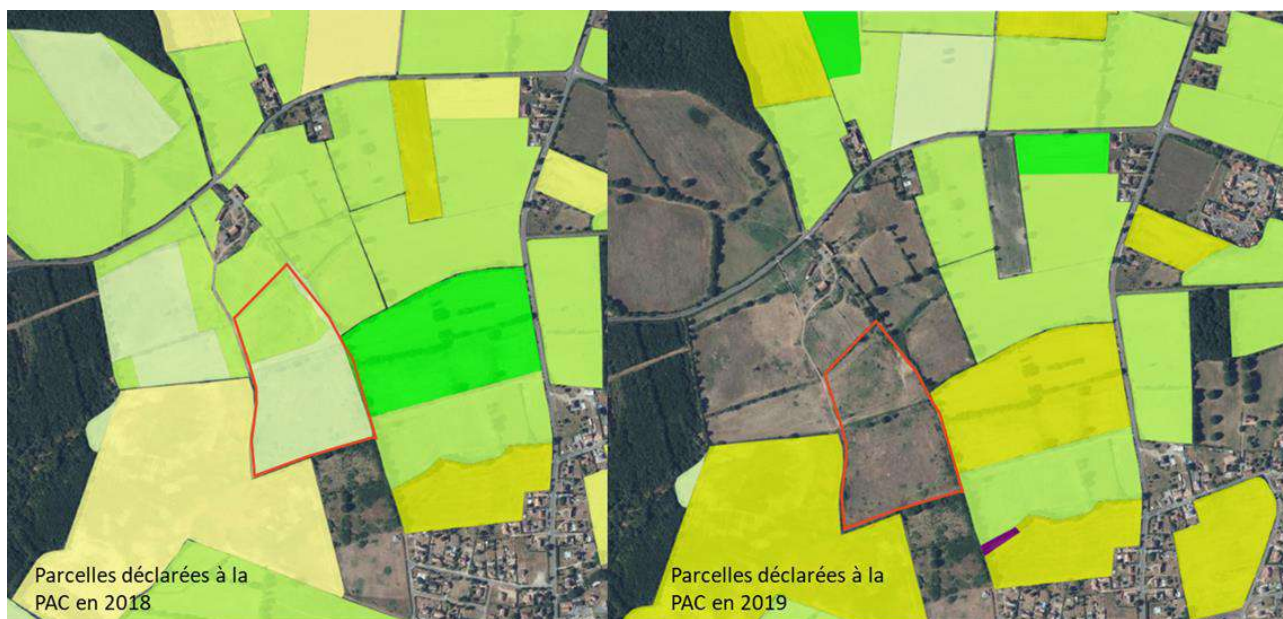
Par ailleurs, le projet ne prévoit d'intégrer des éléments visant à réintroduire une activité agricole sur le site donc **il n'entre pas dans la catégorie des installations agrivoltaïques** inscrites aux articles L.111-27 et suivant du Code de l'urbanisme.



Pour ces raisons, il n'est pas pertinent de conserver un zonage A du site.



Source : Remonter le temps - IGN



Source : Géoportail

Selon les dispositions inscrites dans le SCoT, l'installation de panneaux photovoltaïques au sol est à privilégier sur des espaces non productifs du point de vue agricole et forestier et sans enjeux naturels ou paysagers. Par espaces sans enjeux naturels ou paysagers, le SCoT entend ici les espaces déjà artificialisés comme les parkings, les friches urbaines, les sites industriels et commerciaux, les autoroutes délaissées ou les sols dégradés ou pollués comme les anciennes carrières et anciennes décharges. Il précise que pour les projets en zone naturelle, les secteurs propices à accueillir des équipements d'énergies renouvelables doivent être identifiés dans le règlement des documents d'urbanisme locaux ou dans un schéma de développement des énergies renouvelables. Aussi, il prévoit que **l'implantation en zone N « stricte » est interdite**.

Eu égard à l'état actuel du site envisagé, le lieu-dit « Enchaume » a été le choix le plus raisonné.

Par conséquent, pour permettre la réalisation du projet en accord avec les dispositions du SCoT, il s'agira de passer en zone naturelle et de **créer un sous-secteur « Npv » favorable à l'implantation de projet d'énergies renouvelables**.

Ce secteur permettra donc l'installation d'un parc photovoltaïque au sol en zone naturelle et des équipements qui s'y rattachent.

### 3.4 Évolutions apportées au document d'urbanisme dans le cadre de la mise en compatibilité

#### A) Évolutions apportées au zonage

**Le terrain du projet, situé au lieu-dit « Enchaume », est actuellement classé au PLU en zone A, c'est-à-dire en « zone agricole ».** La zone A est une zone protégée en raison de sa valeur agricole et est, par principe, inconstructible.

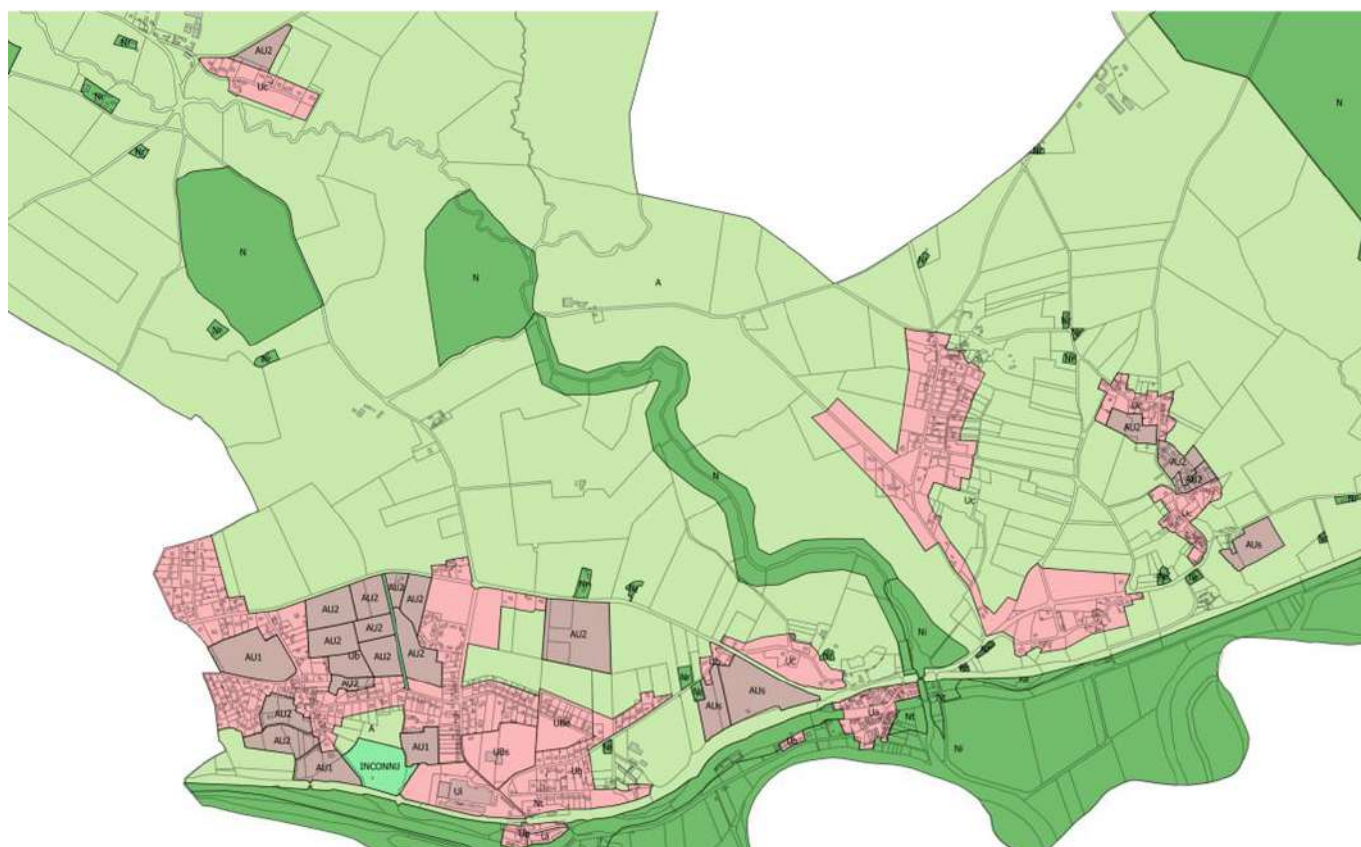
La présente mise en compatibilité va permettre le passage en zone naturelle. Le PLU actuel ne permet pas la réalisation du projet en zone naturelle.

La création d'un secteur Npv vise à permettre la réalisation du projet de parc photovoltaïque au sol.

Sa création est subordonnée à une évolution du plan local d'urbanisme comportant notamment l'évolution du plan de zonage, du règlement écrit et de définition des orientations d'aménagement et de programmation de la zone.

Le secteur d'implantation du projet représente une surface totale d'environ 6,4 hectares.

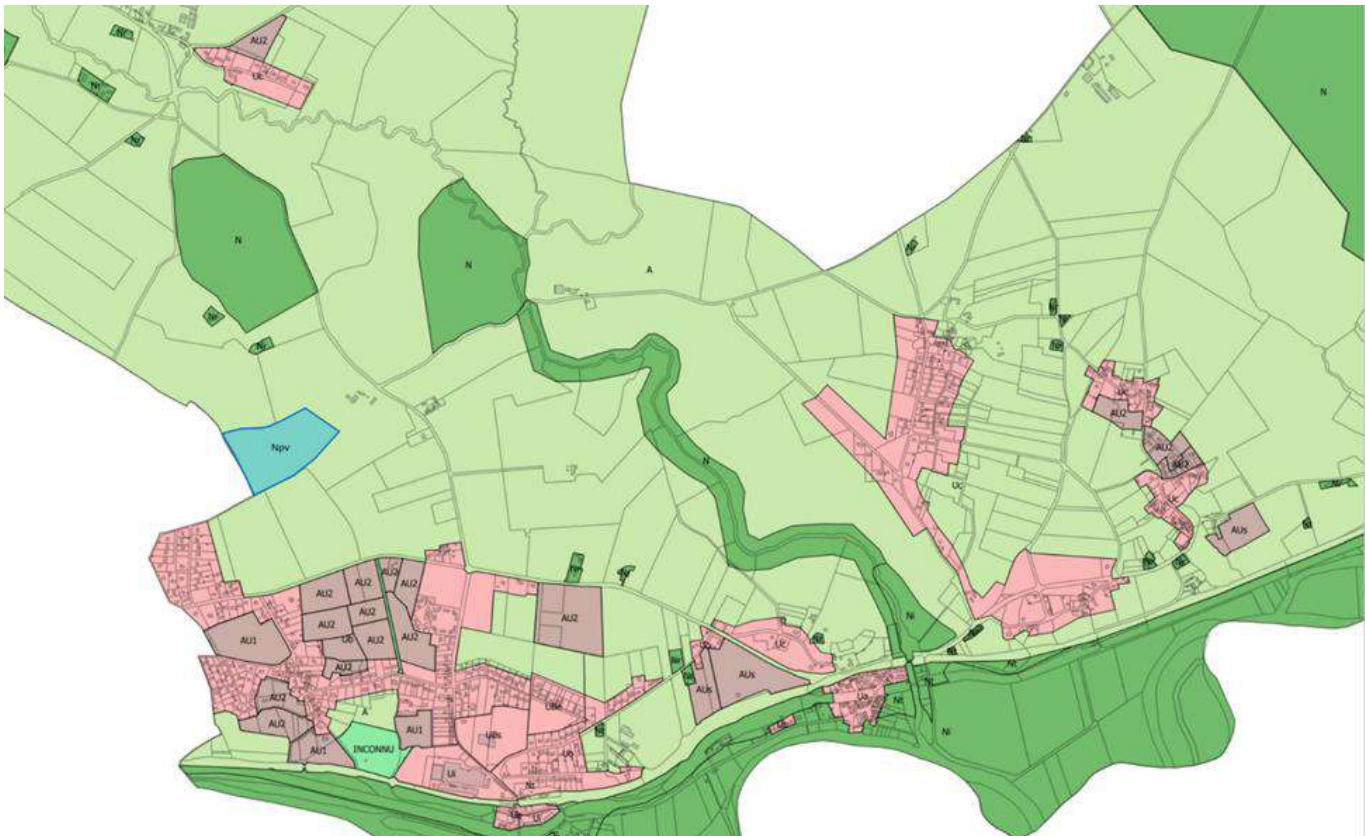
Extrait du zonage en vigueur sur le site du projet / AVANT mise en compatibilité du PLU :



PLU communal en vigueur



Évolution envisagée du zonage sur le site du projet / APRÈS mise en compatibilité du PLU :



Projet de mise en compatibilité n° 1 du PLU communal

B) Évolutions apportées au règlement écrit

1/ Identification du nouveau secteur créé « Npv » dans l'introduction générale du règlement

Règlement AVANT mise en compatibilité	Règlement <u>APRÈS</u> mise en compatibilité
<div><div>INFORMATIONS GÉNÉRALES 4</div><div>DISPOSITIONS GÉNÉRALES</div><div><div>1- LE PRESENT REGLEMENT EST ETABLI CONFORMEMENT AUX ARTICLES L.123-1 ET SUIVANTS DU CODE DE L'URBANISME.</div><div>Le présent règlement s'applique à la totalité du territoire de la commune de VAUX.</div><div>Il est susceptible de cesser de s'appliquer (sauf en matière d'espaces boisés classés) dans le périmètre d'une opération d'aménagement dotée d'un règlement particulier et approuvé.</div><div>Le règlement du PLU peut être modifié ou révisé à l'occasion de la modification ou de la révision du plan local d'urbanisme. En revanche, il ne peut être abrogé.</div><div>En cas d'annulation partielle ou totale du PLU, et notamment du règlement, c'est en principe le document approuvé qui lui est immédiatement antérieur qui redeviendra applicable durant le délai d'élaboration du nouveau PLU.</div></div><div><div>2- PORTEE RESPECTIVE DU PRESENT REGLEMENT ET AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION ET A L'UTILISATION DES SOLS</div><div>Sont et demeurent applicables sur le territoire communal</div><div>2.1- Les articles d'ordre public du Règlement d'Urbanisme:</div><div><div>- R.111-2 : salubrité et sécurité publique,</div><div>- R.111-3-2 : conservation et mise en valeur d'un site ou vestige archéologique,</div><div>- R.111-4 : desserte (sécurité des usagers) - accès - stationnement,</div><div>- R.111-14-2 : respect des préoccupations d'environnement,</div><div>- R.111-15 : respect de l'action d'aménagement du territoire,</div><div>- R.111-21 : respect du patrimoine urbain, naturel et historique.</div></div><div>2.2 - Les articles L.111-9, L.111-10, L.421-3, L.421-5, L.441-2 du Code de l'Urbanisme, ainsi que l'article 7 de la loi n° 85-1496 du 31 décembre 1985 relative à l'aménagement foncier rural, sur le fondement desquels peut être opposé un sursis à statuer.</div></div></div>	

2.3 - L'article L.421-4 du Code de l'Urbanisme, relatif aux opérations déclarées d'utilité publique.

2.4 - Les Servitudes d'Utilité Publique, répertoriées dans le document n°5 du présent dossier.

2.5 - Les législations visées à l'article R.123-13 et R.123-14 du Code de l'Urbanisme.

2.6 Les dispositions induites par :

- Les articles L.111-1-4, marges de recul par rapport à certaines voies,
- L'article L.123-17 du Code Rural (dispositions ayant pour objet la division parcellaire ayant fait l'objet d'un remembrement),

Les arrêtés Préfectoraux pris en application de la réglementation relative à l'isolement acoustique contre les bruits des infrastructures.

### 3- DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

3.1 - Le territoire couvert par le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) est divisé en zones urbaines et en zones naturelles.

Les zones peuvent comporter des secteurs spécifiques, assortis de règles particulières :

- Les zones urbaines U (suffisamment équipées pour y admettre immédiatement des constructions),
- Les zones à urbaniser AU,
- Les zones agricoles A,
- Les zones naturelles et forestières N.

Chaque zone (qui peut contenir différents secteurs) est dotée d'un règlement propre. Toutefois, certaines règles communes en tout ou partie à ces zones, sont mentionnées aux sections 5 et 6 du présent article.

#### ZONES URBAINES

- \* Zone **Ua** : Zone centrale du bourg ancien.
- \* Zone **Ub** : Zone de densité moyenne à faible, correspondant à l'extension urbaine contemporaine avec deux sous secteurs :
  - secteur **Ube** lié à l'extension des réseaux de viabilisation existants à proximité,
  - secteur **Ubs** à vocation d'installations sportives.
- \* Zone **Uc** : Zone urbaine de hameaux ou de groupements à conforter.
- \* Zone **Ui** : Zone destinée à regrouper les activités industrielles, artisanales, commerciales ou de services.

5

#### ZONES À URBANISER

- \* Zone **AU** : Zone d'extension urbaine future :
  - AU<sub>1</sub>**, elles sont urbanisables lors de la réalisation d'une opération d'ensemble.
  - AU<sub>2</sub>**, elles sont urbanisables au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes de la zone.
- \* Zone **AUs** : Zone d'extension urbaine stricte. Elles sont destinées pour le très long terme et elles ne peuvent être urbanisées qu'à la suite d'une procédure de modification du PLU.

#### ZONES NATURELLES

- \* Zone **A** : Zone à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.
- \* Zone **N** : Zone naturelle et forestière à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique. Elle comprend des sous secteurs :
  - secteur **Ni** correspond à la zone inondable du Cher et de La Magieure,
  - secteur **Nr** correspond à des constructions dispersées sur le territoire communal et qui méritent une attention particulière,
  - secteur **Nt** réservé au tourisme et aux loisirs.


Ajout d'un secteur Npv :

**« Secteur Npv réservé à l'accueil d'un parc photovoltaïque au sol et de tous les équipements nécessaires à sa construction, sa production, son exploitation et son démantèlement. »**



## 2/ Création du règlement écrit applicable au nouveau secteur créé « Npv »

Le **règlement du secteur « Npv » nouvellement créé** dans le cadre de la présente mise en compatibilité est introduit dans le TITRE V : LES DISPOSITIONS ZONES NATURELLES ET FORESTIERES et rédigé comme suit :

Règlement AVANT mise en compatibilité	Règlement <b>APRÈS</b> mise en compatibilité
<p style="text-align: right;">40</p> <p style="text-align: center;"><i>COMMUNE DE VAUX</i></p>  <p style="text-align: center;"><b>TITRE V - DISPOSITIONS ZONES NATURELLES ET FORESTIERES</b></p> <p><b>Caractère de la zone:</b></p> <p>Cette zone est constituée d'espaces naturels et forestiers qu'il convient de protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt tant esthétique, historique ou écologique. Est concernée également l'existence d'une exploitation forestière.</p> <p>A cet égard, la zone N doit demeurer par principe inconstructible.</p> <p>Elle comprend trois sous secteurs :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1 – Les secteurs Nr liés à la possibilité de la réhabilitation de bâtiments existants ;</li> <li>2 – Les secteurs Ni correspondant aux secteurs inondables du Cher et de la Magieure ;</li> <li>3 – Les secteurs Nt réservés aux activités de loisirs et de tourisme de plein air.</li> </ol>	<p>Ajout de la mise en compatibilité : « Elle comprend <b>quatre sous-secteurs</b> :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1- Les secteurs Nr liés à la possibilité de la réhabilitation de bâtiments existants ;</li> <li>2- Les secteurs Ni correspondant aux secteurs inondables du Cher et de La Magieure ;</li> <li>3- Les secteurs Nt réservés aux activités de loisirs et de tourisme en plein air ;</li> <li><b>4- Les secteurs Npv permettant l'accueil d'un parc photovoltaïque au sol et de tous les équipements nécessaires à sa construction, sa production, son exploitation et son démantèlement. »</b></li> </ol>

**DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE N****ARTICLE 1 N OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES**

Toute construction nouvelle et tout aménagement à quelque usage que ce soit, à l'exception de ceux visés à l'article 2 N.

**ARTICLE 2 N OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS PARTICULIERES**

a) Dans la zone N proprement dite:

- Les travaux d'aménagement ou d'équipement destinés à faciliter l'accessibilité du site aux personnes ou sa mise en valeur, ainsi que les équipements de sécurité éventuellement nécessaires ;
- En cas de sinistre, la reconstruction sur place et sans changement d'affectation, dans la limite de la S.H.O.N. initiale ;
- La construction des abris destinés aux animaux d'une superficie de 30m<sup>2</sup>, sous réserve de leur bonne intégration dans le site ;
- Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou en assurant la mission ;
- les constructions ou installations à usage d'équipements collectifs correspondant aux superstructures techniques d'intérêt général sous condition d'une bonne insertion paysagère ;
- Ne sont autorisés que les travaux d'entretien et de réparation sur les constructions existantes, lesquelles ne pourront faire l'objet que d'une extension mesurée dans les conditions mentionnées dans les dispositions générales. Toutefois, pour l'application de cette disposition, ne sont pris en compte que les bâtiments clos et couverts offrant une bonne qualité du bâti ;
- Le cas échéant, les constructions existantes, répondant aux conditions ci-dessus, pourront faire l'objet d'un changement de destination en vue de leur affectation à un usage en liaison avec la vocation naturelle de la zone.
- La reconstruction à l'identique d'un bâtiment après sinistre sous réserve que la construction d'origine ait été édifiée régulièrement et qu'il n'y ait pas de changement de destination.

b) Dans les zones Nr, sous conditions qu'elles ne dénaturent pas le site environnant et que l'extension éventuelle soit mesurée :

- le changement de destination et la réhabilitation de bâtiments existants sous réserve de ne pas compromettre l'existence ou le développement des exploitations agricoles voisines.
- La reconstruction à l'identique d'un bâtiment après sinistre sous réserve que la construction d'origine ait été édifiée régulièrement et qu'il n'y ait pas de changement de destination.

c) Dans les zones Nt, sous conditions qu'elles ne dénaturent pas le site environnant sont autorisées les constructions et installations nécessaires à l'organisation des activités de tourisme ou de loisirs de plein air, ainsi que les constructions destinées à l'hébergement des utilisateurs ou personnes lié au fonctionnement des activités.

d) Dans les zones Ni, ne sont admis que les aménagements et l'entretien courant des constructions existantes dans la limite de leur volume et à l'exclusion de tout changement de destination. L'application du paragraphe 5-3-B des dispositions générales est exclue dans ses secteurs.

**ARTICLE 3 N LES ACCES ET LA VOIRIE**Dispositions générales

- Pour être reconstruite, un terrain doit avoir un accès à une voirie publique ou privée soit directement, soit par l'intermédiaire d'un droit de passage carrossable de 3.50 mètres minimum de largeur, hauteur sous porche minimale de 3,50 m, rayon intérieur minimal de 8 m.
- Les réseaux de voirie doivent être adaptés aux usages qu'elles supportent, pour leur largeur, leur forme et leurs caractéristiques techniques. Le long des voies du domaine public, pour des raisons de sécurité et de fluidité du trafic, les débouchés directs doivent être limités.
- Les voies se terminant en impasse seront strictement limitées. Elles doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.
- Les voies et cheminements faisant l'objet d'une indication spéciale aux plans de zonage sont à conserver.

Dispositions spéciales

Les voies et cheminements faisant l'objet d'une indication spéciale aux plans de zonage sont à conserver.

A - ACCES - Dans la zone proprement dite, le changement de destination d'une construction existante est subordonné à la nature et à la configuration du ou des accès au terrain, lesquels ne pourront faire l'objet que d'aménagements très ponctuels.

Tous les accès doivent être adaptés aux besoins des utilisateurs des constructions et installations en ne constituant que la moindre gêne pour la circulation publique. Des conditions pourront assortir les autorisations

relatives aux aménagements et constructions pour assurer la sécurité de l'ensemble des usagers, en tenant compte de l'importance du trafic ou des obstacles à la visibilité.

B - VOIRIE - La création de voies nouvelles est interdite en zone N, à l'exception des portions de voirie nécessaires pour assurer la sécurité des accès aux terrains aménagés.  
Les dispositions ci-dessus ne font pas obstacle aux aménagements des voies existantes dans le but d'améliorer les conditions générales de circulation.  
La création de sentiers de randonnée est subordonnée à la recherche du moindre impact sur la végétation existante, notamment en termes de défrichement.

Ajout d'un secteur Npv :

- e) « Dans les zones Npv, sous conditions qu'elles ne dénaturent pas le site environnant, sont autorisées les constructions nécessaires à la production et au transport d'électricité d'origine photovoltaïque. »

**ARTICLE 4 N LA DESSERTE PAR LES RESEAUX**

• **Eau potable:** Toute construction ou installation qui, de par sa destination, nécessite l'alimentation en eau potable, doit être raccordée au réseau collectif de distribution d'eau potable par une conduite de caractéristiques suffisantes et être munie, selon les cas, d'un dispositif anti-retour d'eau.

• **Eaux usées:** Toute construction ou installation doit évacuer ses eaux et matières usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement, quand il existe, en respectant les caractéristiques de ce réseau.

En l'absence de réseau collectif et seulement dans ce cas, les constructions et installations peuvent être autorisées, sous réserve que leurs eaux et matières usées soient dirigées sur des dispositifs de traitement agréés conformément à la réglementation en vigueur, et à condition que la taille et la nature hydrogéologique du terrain le permettent. Ces dispositifs doivent être conçus de manière à pouvoir être raccordés au réseau collectif d'assainissement, dès sa réalisation.

L'évacuation directe des eaux et matières usées est interdite dans les fossés, cours d'eau et réseaux pluviaux.

• **Écoulement des eaux pluviales:** Les aménagements réalisés sur tout terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur.

En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales (et éventuellement ceux nécessaires à la limitation des débits évacués de la propriété) sont à la charge exclusive du propriétaire, qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

• **Autres réseaux:** les réseaux EDF, Téléphone, Télévision, Câbles de toute nature ou fibre optique doivent être réalisés en souterrain.

**ARTICLE 5 N LES CARACTERISTIQUES DES TERRAINS**

La dimension minimale des terrains doit être en rapport avec la possibilité d'assurer:

- L'assainissement individuel, quand celui-ci est préconisé, donc la mise en œuvre d'un dispositif filtrant adapté à la qualité du sol,
- La récupération et le libre écoulement des eaux pluviales.

Le propriétaire d'un terrain supporte la charge exclusive de dispositifs nécessaires pour assurer le libre écoulement de ces eaux

**ARTICLE 6 N IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES**

Les constructions admises dans la zone devront être implantées :

- soit dans le prolongement du bâtiment existant,
- soit à l'alignement ou à la limite effective d'une voie privée,
- soit avec un recul minimum de 3 mètres.

Dans le cas de voies privées, la limite effective de la voie privée se substitue à l'alignement.

Toutefois, une implantation différente peut être admise si des raisons techniques, architecturales ou urbanistiques le justifient, et notamment :

- a) Dans le cas d'aménagement ou d'extension de bâtiments existants qui ne sont pas implantés selon les prescriptions du PLU.
- b) Pour les bâtiments et ouvrages nécessaires au bon fonctionnement des services publics et des réseaux d'intérêt public.
- c) Si les constructions voisines sont implantées suivant un recul inférieur, et notamment dans le cas de "dent creuse". La limite d'implantation peut alors être celle de l'une des constructions voisines.
- d) En cas de sinistre.

PLU modifié de la commune de VAUX

décembre 2005

43

**ARTICLE 7 N L'IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES**

• Pour calculer l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives, "H" est la hauteur à l'égout de toiture ou l'acrotère et "d" est la distance entre le bâti et la limite séparative.

• Les constructions peuvent être édifiées, soit en limite séparative, soit en retrait des limites séparatives.

• Lorsqu'une construction ne sera pas implantée sur une limite séparative, elle devra respecter vis à vis de celle-ci une marge d'isolement au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment sans que ladite marge puisse être inférieure à 3,00 mètres.

• Toute extension de nature à modifier une marge d'isolement existante ne sera autorisée que si les dispositions du précédent alinéa sont respectées.

• Toutefois, une implantation différente peut être admise si des raisons techniques, architecturales ou urbanistiques le justifient, et notamment :

- a) Dans le cas d'aménagement ou d'extension de bâtiments existants qui ne sont pas implantés selon les prescriptions du PLU.
- b) Pour les bâtiments et ouvrages nécessaires au bon fonctionnement des services publics et des réseaux d'intérêt public.
- c) En cas de sinistre.

**ARTICLE 8 N L'IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIÉTÉ**

Sauf indication contraire :

• Toutes construction qui ne sera pas accolée à un bâtiment existant devra respecter vis-à-vis de celui-ci un recul au moins égal à la hauteur de la construction la plus élevée, sauf dans le cas où les façades en vis-à-vis ne comportent pas de baies sur des pièces d'habitation ou des locaux de travail. Dans cette hypothèse, il n'est pas fixé de norme de recul impératif.

• Toutefois, une implantation différente peut être admise si des raisons techniques, architecturales ou urbanistiques le justifient, et notamment :

- a) Dans le cas d'aménagement ou d'extension de bâtiments existants qui ne sont pas implantés selon les prescriptions du PLU.
- b) Pour les bâtiments et ouvrages nécessaires au bon fonctionnement des services publics et des réseaux d'intérêt public.
- c) En cas de sinistre.

**ARTICLE 9 N L'EMPRISE AU SOL**

Sans objet.

**ARTICLE 10 N HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS****1 – Généralités**

- La hauteur des constructions ne peut excéder 6,50 mètres à la ligne d'égout.
- Toutefois, dans le cas de plans d'aménagements approuvés (lotissements ...), d'autres points singuliers de nivellement pourront servir de référence tel que le fil d'eau de la voie desservant l'immeuble par exemple.
- La hauteur des équipements publics n'est pas limitée.
- Le niveau du sol fini du rez-de-chaussée ne peut pas dépasser +0.60m par rapport au niveau moyen du terrain naturel.
- Sur les terrains inclinés, cette hauteur sera mesurée à mi distance de la longueur de façade la plus défavorablement affectée par la pente. La référence est prise au milieu du bâtiment ou de chaque section de 12 mètres de longueur de bâtiments.
- Un dépassement de la hauteur, définie ci-après, peut être autorisé :
  - Pour permettre une harmonisation de la construction à édifier avec les constructions voisines,
  - Pour la reconstruction d'un bâtiment existant après sinistre dans la limite de la hauteur initiale,
  - Pour les bâtiments et ouvrages nécessaires au bon fonctionnement des services publics (transformateurs, châteaux d'eau, lignes électriques, ...) et des réseaux d'intérêt public.

**2 -Toutefois**

Cette hauteur est ramenée à 2.50m pour les abris de jardin à la ligne d'égout

**ARTICLE 11 N ASPECT EXTERIEUR**

- Les travaux sur les bâtiments anciens devront respecter le caractère traditionnel.
- Les extensions mesurées et les reconversions autorisées à l'article 2 N devront impérativement respecter le volume, l'aspect et les dimensions des percements du bâtiment existant.

PLU modifié de la commune de VAUX

décembre 2005

44

**DISPOSITIONS GENERALES****a) Restauration**

- La réutilisation de bâtiment ancien devra respecter le caractère du bâtiment existant.
- Qu'il s'agisse de transformation de façade, d'agrandissement, de surélévation ou de modification des combles, on devra respecter les volumes, les matériaux, les proportions, les formes, les rythmes des percements et d'une façon générale les dessins de tous les détails architectoniques (corniches, linteaux, ...).
- Lors du projet d'aménagement, on veillera à réutiliser sans les modifier les percements existants et à n'en rajouter que le strict minimum nécessaire à la bonne économie du projet.
- De légères adaptations pourront, le cas échéant, être apportées à ces règles afin de ne pas entraver la réalisation de projets de restauration faisant appel à des techniques architecturales particulièrement créatives, sous réserve qu'elles respectent l'esprit des dispositions ci-dessus.

**b) Construction**

- Les constructions devront être étroitement adaptées au niveau du terrain naturel.
- On veillera à respecter l'échelle (volumes, hauteurs, dimensions en plan ...), le caractère (disposition, forme et dimension des lucarnes, toitures, cheminées, percements,...), la qualité et la mise en œuvre des matériaux (ardoise, bois et éventuellement granit, enduits teints dans la masse, etc. ...).

**c) Clôtures**

- Des plantations ou des murs de clôture en limite de voirie ou en mitoyenneté pourront être imposées en vue du respect des dispositions dominantes. Les clôtures sur rue seront réalisées en harmonie avec celles des parcelles avoisinantes.
- En cas de co-visibilité avec des espaces naturels remarquables et aux franges des villages et zones constructibles, des écrans végétaux pourront être imposés afin de masquer la construction. Des vues pourront cependant être aménagées depuis les baies éclairant les pièces principales.
- Sur toutes les limites de propriété, l'utilisation de plaques de béton disposées entre poteaux est interdite.
- La conservation ou la plantation de haies vives devra être largement préconisée. Il en est de même avec le maintien des murs de pierres sèches.
- Le cas échéant, les clôtures sur rue seront réalisées en maçonnerie et enduites, de manière à assurer la continuité du bâti.
- Dans le cas de terrains en pente, le choix doit s'orienter de manière à privilégier les talus aménagés plutôt que les murs hauts de soutènement.
- Sur les autres limites, les clôtures devront s'intégrer à l'environnement, notamment en respectant la végétation existante et les hauteurs habituellement pratiquées.
- En cas de murs en maçonnerie, la hauteur maximale ne pourra pas excéder deux mètres (2m).

**d) Sous sol**

Si un sous-sol est prévu et n'est pas totalement enterré, les remblais d'ornement (tumulus) visant à enterrer artificiellement la partie dépassant du terrain naturel sont interdits au-delà d'une hauteur de 0.60m.

**DISPOSITIONS PARTICULIERES****a) Façades**

- Il est interdit l'emploi à nu de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un enduit ou d'un parement, tels que agglomérés de ciment, briques creuses, etc.
- Les enduits seront de ton naturel, à l'exclusion du blanc pur et des couleurs criardes.
- L'emploi de matériaux métalliques brillants est interdit, sauf pour les huisseries.

**b) Toitures**

La ligne de faîtage ou d'acrotère devra tenir compte de l'environnement bâti.

**ARTICLE 12 N STATIONNEMENT DES VEHICULES**

- Toute aire de stationnement sera limitée à un espace stabilisé, à l'exclusion de tout revêtement bitumeux.
- Les places réservées au stationnement des véhicules doivent être réalisées en dehors des voies publiques.

**ARTICLE 13 N ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS****1) Espaces boisés classés**

Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation dans les espaces boisés classés figurant au plan sauf exceptions prévues par la réglementation.

Les demandes de défrichements sont irrecevables dans les espaces boisés classés.

**2) Obligation de planter**

L'implantation des constructions et l'aménagement des espaces libres doivent être étudiés de manière à conserver autant que possible, les plantations existantes de qualité.

PLU modifié de la commune de VAUX

décembre 2005



<p>Toute construction doit s'accompagner de plantations de feuillus constituées d'essences locales favorisant une meilleure intégration dans le paysage.</p> <p>3) Les grillages ou claustras devront être doublés d'une haie vive.</p>	45
---	----

C) Évolutions apportées au rapport de présentation

**1/ Identification du nouveau secteur créé « Npv » dans la qualification des zones**

Au titre de la présente mise en compatibilité du PLU, un sous-secteur Npv est créé au sein de la zone N dans le but de permettre la réalisation d'un parc photovoltaïque. En conséquence, il s'agit d'intégrer dans le rapport de présentation la mention à ce nouveau sous-secteur dans la partie « qualification des différentes zones » relative aux zones naturelles.

Rapport de présentation AVANT mise en compatibilité	Rapport de présentation <u>APRÈS</u> mise en compatibilité
<p style="text-align: center;"><b>LES ZONES NATURELLES</b></p> <p>Protéger le cadre de vie et la qualité des paysages ainsi que conforter l'activité agricole sont des thèmes qui ont permis de mener une réflexion sur les zones naturelles.</p> <p>L'analyse paysagère du cadre de vie motive certaines dispositions.</p> <p><b>■ ZONES A</b></p> <p>Ce sont des zones à vocation agricole stricte. Aucune urbanisation n'est envisagée et la construction diffuse est interdite. Seules les constructions neuves liées et nécessaires aux exploitations agricoles sont autorisées, y compris les habitations destinées à l'exploitant.</p> <p>Cependant la rénovation et le changement de destination sont autorisés à condition qu'ils correspondent à la vocation de la zone principalement les activités liées à l'agro tourisme.</p> <p><b>■ ZONE N</b></p> <p>Il existe quatre (4) différents types de zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* <b>Zone N stricte.</b> Ce sont des zones à protéger pour la qualité des sites, des paysages et des espaces boisés.</li> <li>* <b>Zone Ni.</b> Délimitation de la zone inondable du Cher. Elle est calée sur les périmètres d'aléas forts et moyens définis par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI).</li> </ul> <p>Modifications PLU juillet 2006 <span style="float: right;">PLU - COMMUNE DE VAUX</span></p> <p><b>* Zone Nt.</b> La protection des berges du canal de Berry en l'ouvrant cependant à des aménagements de tourisme liés à sa mise en valeur.</p> <p><b>* Zone Nr.</b> Eclatée dans le milieu agricole, c'est un micro pastillage qui correspond à des secteurs liés à la possibilité de la réhabilitation ou de changement de destination de constructions existantes sans compromettre l'activité agricole de la zone.</p>	<p>Ajout du sous-secteur Npv :</p> <p>« Ce sous-secteur permet l'implantation d'installations photovoltaïques au sol sur des zones naturelles dans le respect de l'environnement du site. »</p>

## 2/ Mise à jour des tableaux de surfaces de zones

Il s'agit de mettre à jour le tableau de superficie des zones inscrit dans le rapport de présentation du PLU, afin de prendre en compte la création du sous-secteur Npv et la réduction de la zone A induite par cette création.

**Tableau de superficie des zones AVANT mise en compatibilité**

SUPERFICIE DES ZONES			
ZONES URBAINES (U...)			
PLU révisé de 2005		PLU modifié 2006	
ZONES	SURFACES en ha	ZONES	SURFACES en ha
Ua	3,95	Ua	3,95
Ub	44,77	Ub	52,86
Ube	/	Ube	1,73
		Ubs	4,6
Uc	38,20	Uc	47,63
Ui	6,10	Ui	6,10
Ux	17,29	Ux	/
<b>TOTAL</b>	<b>110,31</b>		<b>116,87 hectares</b>
ZONES D'URBANISATION FUTURE (AU)			
POS DE 1990		PLU 2002	
ZONES	SURFACES	ZONES	SURFACES
AU	30,86	AU <sub>1</sub>	6,55
AUs	20,91	AU <sub>2</sub>	27,04
<b>TOTAL</b>	<b>51,77</b>	<b>AUs</b>	<b>8,60</b>
			<b>42,19 hectares</b>
ZONES NATURELLES (N...)			
POS DE 1990		PLU 2002	
ZONES	SURFACES	ZONES	SURFACES
A	1328,67	A	1350,27
N	160,06	N	160,06
	/	Nr	7,46
Ni	126,88	Ni	126,88
Nt	21,50	Nt	21,50
<b>TOTAL</b>	<b>1 637,11</b>		<b>1 666,17hectares</b>
E m p l a c e m e n t s r é s e r v é s	B é n é f i c i a i r e s		
	C o m m u n e	1	0,33
	C o m m u n e	2	3,46
	C o m m u n e	3	0,52
	C o m m u n e	4	1,26
	C o m m u n e	5	0,87
	C o m m u n e	6	0,33
	C o m m u n e	7	0,30
	C o m m u n e	8	0,49
	C o m m u n e	9	0,20
<b>TOTAL</b>			<b>7,56 hectares</b>
<b>TERRITOIRE COMMUNAL 1 810 hectares</b>			

**Tableau de superficie des zones APRÈS mise en compatibilité**

SUPERFICIE DES ZONES	
ZONES URBAINES (U...)	
PLU modifié 2006	
ZONES	SURFACES en ha
Ua	3,95
Ub	52,86
Ube	1,73
Ubs	4,6
Uc	47,63
Ui	6,1
Ux	-
	<b>116,87 hectares</b>
ZONES D'URBANISATION FUTURE (AU)	
PLU 2002	
ZONES	SURFACES
AU1	6,55
AU2	27,04
Aus	8,6
	<b>42,19 hectares</b>
ZONES NATURELLES (N...)	
PLU 2002	
ZONES	SURFACES
A	1343,83
N	160,06
Nr	7,46
Ni	126,88
Nt	21,5
Npv	6,44
	<b>1666,17 hectares</b>
<b>TERRITOIRE COMMUNAL 1825,23 hectares</b>	

## 4- ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE : INCIDENCES DU PROJET SUR LE RÉSEAU NATURA 2000

Le site du projet n'est pas concerné par la présence de site Natura 2000 à proximité. En effet, les sites Natura 2000 les plus proches sont à plus de 10 km de la zone concernée par l'évolution du document d'urbanisme (ZSC « Gîtes du Hérisson » et « Gorges du Haut Cher »).

Compte tenu de l'éloignement à ces sites Natura 2000, le secteur du projet ne montre a priori pas d'interaction directe avec les éléments supports de la biodiversité mis en évidence par ces zonages

De ce fait, l'évolution envisagée du PLU au titre de la présente mise en compatibilité ne présente pas d'incidence directe et/ou indirecte pouvant remettre en cause l'intégrité des habitats et des espèces d'intérêt communautaire.

Par conséquent, la mise en compatibilité n° 1 du PLU de Vaux consistant du passage d'une zone A en zone N et à la création d'un secteur Npv en vue de permettre la réalisation d'un parc photovoltaïque n'est pas susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000.



SIAM CONSEILS - Source : Géoportail